

Filières agricoles commerciales à haute valeur ajoutée : Vers le « Label Qualité pour l'anacarde du Mali »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 11 MARS 2022

1055

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



UEMOA & CEDEAO contre le Mali

Les vérités de Mamadou Koulibaly



Lutte contre la prolifération des armes légères : Les femmes s'engagent !



Distinction : L'UCAO présente son trophée au Pr Amadou Keita



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

10 Mars
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1009

Nouveaux cas confirmés

05

Nouveaux guéris

01

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

06 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
01 cas graves en soins intensifs
34 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 407

Guéris

29 561

Décès

726

dont 66 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.23



P.25



/ Une /

UEMOA & CEDEAO contre le Mali : Les vérités de Mamadou Koulibaly

P.5

/ Brèves /

Délinquance financière : Fuyard égal coupable

P.12

GTIA KELETIGUI 1 : Évaluation à mi-parcours de la mission et galvanisation de la troupe pour faire face aux défis actuels

P.12

Koulouba : Le Président de la Transition a reçu une délégation du Haut Conseil Berbiche

P.13

Le jeu de chaises musicales à la Cour Suprême : Quel sera le sort du procès d'acquittement de Bakary Togola et ses coaccusés?

P.13

Série d'assassinats à Goundam : L'appel de la coordinatrice du Mouvement Trait-d'union

P.14

Déplacés de sénou: les aéroports du mali apportent leur solidarité

P.14

Route de kolokani : un accident fait 7 victimes

P.14

/ Actualité /

Distinction : L'UCAO présente son trophée au Pr Amadou Keita

P.17

Lutte contre la prolifération des armes légères : Les femmes s'engagent !

P.18

Réforme du Secteur de la Sécurité : Le Commissariat passe sous la tutelle du ministre de la Sécurité

P.20

Filières agricoles commerciales à haute valeur ajoutée : Vers le « Label Qualité pour l'anacarde du Mali »

P.21

Exportation de bétails du Mali : La DGCC déjoue des tentatives

P.22

Mobile money : La guerre des tarifs enclenchée

P.23

/ Politique /

Cheick Boucadry Traoré, Président de CARE : « La charte de kurukan-fuga avait fait de la femme un être sacré »

P.25

Appartenance du Mali à la CEDEAO et à l'UEMOA : Les enjeux

P.27

/ Culture & société /

Musée de la Femme Muso Kunda : Un véritable lieu touristique implanté au cœur de Bamako

P.30

/ International /

Justice : La mise en examen de Depardieu pour "viols" et "agressions sexuelles" confirmée

P.31

Échec des pourparlers russo-ukrainiens : Les chars russes tout près de Kiev

P.32

/ Sport /

OM MERCATO : Un milieu du Bayern ouvre la porte à Marseille

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



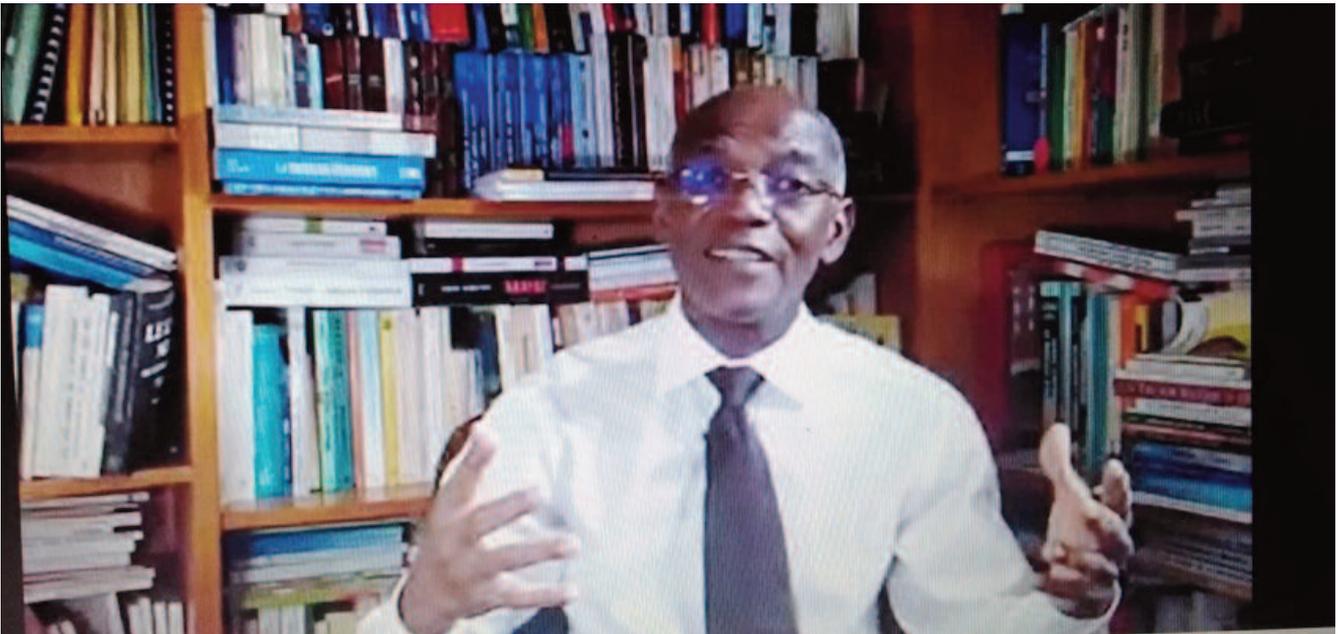
**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



UEMOA & CEDEAO contre le Mali | Les vérités de Mamadou Koulibaly

Depuis la crise postélectorale de 2020, et l'échec du Conseil national de transition de l'opposition, il s'est fait rare dans les médias. D'aucuns avaient suggéré un retrait de la vie politique. Mais, sa dernière sortie médiatique prouve le contraire. Lui, c'est Mamadou Koulibaly, figure imposante de la scène politique ivoirienne. En effet, de passage au Mali, le Professeur Mamadou Koulibaly, ancien président de l'As-

semblée nationale de Côte d'Ivoire et président du parti Lider, a accordé une interview, diffusée mercredi dernier sur les ondes de Vox Africa. Dans cet entretien d'une quarantaine de minutes, M. Koulibaly a manifesté tout son soutien au peuple malien, dans la lutte engagée pour la souveraineté et la refondation du pays de Modibo Keita. Il a particulièrement pointé les deux poids et deux mesures des Nations-Unies. Comme on

le sait, jusqu'à ce jour la CEDEAO et l'UEMOA peinent à indiquer le fondement juridique de l'embargo imposé au Mali depuis plusieurs mois. D'où son illégalité, qui justifie le recours du Mali contre les sanctions tiens qui lui ont été infligées devant la Cour de justice de l'UEMOA. Encore que, les principes des Nations-Unies interdisent l'embargo contre un Etat sans littoral. A ce sujet, Koulibaly dénonce le silence de l'Onu, face à une énième violation de ses normes juridiques : « Tout le monde se tait. Guterres [Secrétaire général des Nations-Unies] ne dit rien... Peut-être que dans le fond, le droit international ne compte pas pour beaucoup... Les grands nous imposent leurs desideratas... Que l'UEMOA viole nos propres textes, que la CEDEAO viole nos textes, que l'ONU même ne dise rien, ça doit quand même inspirer que nos Chefs d'Etats, nos organisations régionales et même l'organisation des nations-Unies ont une piètre idée de ce que



nous sommes. Ça ne pourrait arriver sur aucun autre continent ».

Le moins que l'on puisse dire est que l'actualité confirme les propos de M. Koulibaly. Il n'est que de constater les sanctions prises à l'encontre de la Russie qui, en attaquant l'Ukraine, s'est écarté des principes des Nations-Unies. Tout se passe comme si, les Nations-Unies, certains pays africains et l'Occident sont plus disposés à dénoncer les violations des normes onusiennes commises ailleurs, qu'en Afrique. Ce qui n'est ni juste, ni honorable. Au contraire,

une telle indignation sélective accrédite et renforce les thèses néocolonialistes contre le continent africain.

Il est encore temps pour la CEDEAO et l'UEMOA de revenir sur leurs sanctions illégales, inefficaces et impopulaires. Inefficaces, car elles n'impressionnent ni ne découragent les Maliens qui semblent plus que jamais déterminés. D'ailleurs, ces sanctions produisent un effet contraire qui se matérialise par un manque à gagner pour les Etats voisins, et une cherté de la vie dans ces mêmes pays. Cer-

tains, à ce sujet, ont parlé de malédiction ! Impopulaires, car ces sanctions sont dénoncées dans toute l'opinion ouest-africaine. Comme l'illustrent les nombreuses manifestations de sympathie de la part des sociétés civiles africaines.

Avis à la CEDEAO et à l'UEMOA : il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Malik WOGO



■ Bina Sogoba



Bonne nouvelle
Bamako -Conakry en marche .
Vive Asso et choguel.

■ Temps Reel



URGENT

L'assassinat d'une jeune dame du nom de Awa Barry a Daoudabougou non loin de l'ambassade d'Algérie dans son domicile dans la nuit de 09 Mars, L'assassinat reste non identifié mais d'après ses amies et les gens de la cours commune elle était avec ce jeune homme dans la nuit de son décès en boîte de nuit, cagoulé avec un cache nez. L'enquête est ouverte espérons qu'on retrouve vite Mr (x)



■ Ibrahima Sory Diabakaté



Le MSA (Mouvement pour le salut de l'Azawad) aussi dit que l'attaque de l'EIGS contre lui et les populations civiles a été préparée depuis le Niger.

Le Niger a libéré des terroristes redoutables récemment, tout comme le Mali l'avait fait sous l'ancien régime avec la libération de feu Soumaïla Cissé et l'otage française Sophie Petronin. On se souvient que Wadoussène et sa clique aussi l'avaient été il y a de cela quelques années.

Je rappelle que le prédécesseur de Mohamed Bazoum se plaignait de certains groupes signataires de l'accord pour la paix issu du pro-

cessus d'Alger, qui selon lui, préparaient des attaques depuis Kidal contre les populations civiles et militaires du Niger. Est-ce une façon pour le président Bazoum de nous rendre la monnaie?

Ici, Me Konaté, avocat de son état, relaye l'hypothèse l'hypothèse selon laquelle, le Mali aurait été endeuillé par une attaque terroriste "préparée depuis le Niger" (allusion faite à l'attaque du poste de sécurité FAMA de Mondoro).

Il est urgent que nos deux autorités conjuguent leurs efforts pour arrêter ce jeu de ping-pong qui n'arrange aucune partie.



Mamadou Ismaila KONATE

@vieuxmko

Le Mali endeuillé par une attaque terroriste « préparée depuis le Niger »



■ Yeri Bocoum



Yeri Bocoum est avec Dognoume Diarra.
Si il part ils partirons ensemble



Moussa Mara Yelema

5 h · 🌐

En attendant la levée des Sanctions, avançons sur le chantier des réformes ! Je demande au Gouvernement de poursuivre le processus de création de l'organe unique de gestion et d'y associer tous les acteurs sociopolitiques. La période actuelle doit être mise à profit pour redresser le pays par des changements demandés par nos compatriotes.

👍 1103

💬 141 commentaires

🔄 56 partages



J'aime



Commenter



Partager

■ Niaga Diop



Tapa Konte , on crie sur toi ici hein.
Justice Konan

#desintox: Fausse information faisant état d'une

dévaluation du Franc CFA

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a pris connaissance d'un article diffusé sur les réseaux sociaux annonçant une dévaluation du FCFA par rapport à l'euro qui serait intervenue le 9 mars 2022.

La BCEAO dément formellement cette information et précise que le taux de change entre l'Euro et le FCFA demeure inchangé, à savoir 1 euro = 655,957 FCFA. Elle rappelle également que les taux de change officiels des principales devises sont publiés quotidiennement sur son site internet consultable sur www.bceao.int dans la rubrique Statistiques - "Cours des devises contre Franc CFA".

Elle invite par conséquent les populations à la plus grande vigilance et à ne se référer qu'aux seules voies de communication officielles usuelles de l'Institut d'émission.

A cet égard, elle rappelle que tous ses communiqués sont publiés sur son site internet, ainsi que dans la presse écrite et audiovisuelle officielle des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

La BCEAO se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs et complices des actes et messages de nature à porter atteinte aux signes monétaires ayant cours légal dans les Etats membres de l'UEMOA.



Kati 24



URGENT ! Dans la matinée du jeudi 10 mars 2022 aux environs de 10 h 30, une mission FAMA du secteur 3 a sauté sur un Engin Explosif Improvisé sur l'axe Tombouctou-Acharane. Aucune perte en vie humaine ni de dégâts matériels ne sont à signaler. Une batterie et un rouleau de fil conducteur ont été retrouvés après le ratissage de la zone. La dite mission a repris sa progression.



Kany Keita



Activités de terrain SAHEL ECO

Le Coordinateur de Sahel Eco à Tominiun Buno Dakouo en visite de terrain ce dimanche 06 mars 2022 à Doui commune de Mandiakuy, les activités de reverdissement commencent par le compostage et la plantation. À Mandiakuy par la plantation couplée au maraîchage bio chez Marius DAKOUO. Dans la Zone de San les activités de reverdissement continuent dans la commune de Dah ainsi que le georeferencement.



Jacques Poète



Donnez de la valeur à vos filles de ménage, soignez les et entretenez les, elles sont des êtres humains comme vous pas vos esclaves. Ne permettez pas à vous enfants de leurs manquer de respect ou de suivre votre mauvais exemple pour ne pas le reproduire chez eux quand ils seront plus grands. Tout ça c'est game de "djai", sinon qui va accepter d'être maltraité pour 10 mille ou 15 mille ?
Photo d'illustration



■ Bastion du sport



| Mohamed Aboutrika s'adressant à la FIFA :
 "La décision de suspendre les clubs et les équipes russes de toutes les compétitions doit être accompagnée d'une interdiction de ceux qui sont affiliés à Israël, qui tue des enfants et des femmes en Palestine depuis des années."
 Crédit : Infosport



■ Financial Afrik



Le Commissariat Général a l'honneur d'annoncer que la Conférence Inaugurale de The Africa Road Builders – Trophée Babacar NDIAYE 2022 aura lieu le 31 mars 2022 à Abuja, au Nigeria, sous le thème : « Construire des routes, bâtir des économies ».
 Comme chaque année, depuis 7 ans, la Conférence Inaugurale a lieu dans le pays lauréat de l'édition précédente du Trophée Babacar NDIAYE.
 #AfricaRoadBuilders #Nigeria #TheafricanRoadBuilders-TrophéeBabacarNdiaye



La cheffe de mission du Fonds monétaire international (FMI) pour la République démocratique du Congo, Mercedes Vera Martin, a jugé « favorables » les perspectives 2022 après le rebond économique en 2021 avec une croissance de 5,7 %, au terme de sa visite d'évaluation qui s'est déroulée du 1er au 7 mars 2022 à Kinshasa.
 #Alerte #FMI #Fondsmonetaireinternational #MercedesVeraMartin #RDCongo



■ Abdoul MBAYE



Macky SALL trop occupé par l'UA, le retour du PM fut présenté nécessaire. Pas encore nommé, Macky SALL trouve pourtant le temps de se mettre déjà en campagne pour 2024. Personne pour travailler et piloter le Sénégal. Le Sénégal va droit au mur.

■ Kasongo Mwema Yamba Y'amba



NON. Le PR n'a subi aucune opération chirurgicale. Il séjourne en visite strictement privée à Bruxelles. Et on ne commente pas les visites privées du Chef de l'Etat.

■ Wassim Nasr



#Mali Selon plusieurs sources, depuis ~24h la situation est critique au #Ménaka, l'#El est à l'offensive avec des attaques répétées. Face à lui le Mouvement pour le Salut de l'Azawad #MSA

PT valable pour les tirs de mortier aussi. On remarque Azov en bas de l'écran à droite. L'apport de ce genre d'équipement « dual » de fait est déterminant en combat asymétrique face à une force supérieur en nombre et en équipement. #Ukraine #Russie

#Ukraine Convoi russe à l'est de #Kiev bombardé à l'artillerie guidée par drone à usage civil. Tactique déjà éprouvée en Syrie, en Irak, Libye et dernièrement au Nigéria

■ Denis Mukwege



Profondément choqué par le bombardement d'un hôpital pédiatrique & d'une maternité dans la ville de Marioupol en #Ukraine. Les hôpitaux existent pour sauver des vies et ne doivent jamais être pris pour cibles! Le droit humanitaire doit être respecté dans tous les conflits armés

■ Larmes des pauvres



Nous suivons à travers les murs pour savoir ce qui se passe à #Kati. La fin du populisme rendra au #Mali sa dignité et son honneur dans le concert des nations. Faire souffrir tout un peuple à cause de ses caprices du pouvoir.



■ ibrahim sysawane



Les combats font rage entre les groupes terroristes GEIS et GATIA-MSA dans les localités d'Inसानe et Tamalat dans la région de #Menaka. Plusieurs civils massacrés, situation très alarmante. #Mali

■ Nils Wilcke



Ça fait quand même bizarre de voir le gouvernement lancer une plateforme "Je m'engage pour l'Ukraine" pour organiser l'accueil des réfugiés chez les particuliers, dixit Schiappa, alors que Cédric Herrou par exemple a été traîné en justice pour avoir fait preuve d'humanité...

■ Brèves de presse



FLASH - Après la tentative d'assassinat d'Yvan Colonna, la #Corse s'embrace depuis quelques jours dans une quasi indifférence générale. De nouveaux huerts signalés. France 3 annonce la création d'un collectif réunissant la quasi-totalité des mouvements nationalistes de l'île.

■ Baye Ag Mahmoud



#Tamat et tinchanane l'abri des regards, dans le silence des autorités de la transition et de la presse du #Mali, les populations continuent de se faire massacrer par les terroristes de #EI .

■ Gouvernement du Mali



Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, SEM Abdoulaye Diop, a présidé mercredi 09 mars ce 2022 dans la salle de conférence Me Alioune Blondin Bèye, la cérémonie de signature de deux (2) protocoles d'Entente entre les Gouvernements canadien et malien.

SEM Abdoulaye DIOP était accompagné de ses collègues Ministres de la Justice et des Droits de l'homme, garde des sceaux, Monsieur Mahamadou Kassogué, de la Reconciliation nationale, de la paix et de la cohésion sociale, Col-Major Ismaël Wagué et de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Madame WADIDIE Founé COULIBALY.

Ces protocoles qui viennent d'être signés permettront la réalisation de deux projets à hauteur de 11.533.000.000 F CFA. Ces deux projets à savoir "Appui à la lutte contre la corruption pour et par l'égalité des genres au Mali" et

"Appui à la justice et à la paix" visent respectivement à renforcer le pouvoir des femmes et des filles face aux pratiques corruptives et discriminatoires contribuant aux injustices et aux inégalités de genre dans la société malienne; favoriser le dialogue constructif entre les différentes actrices et différents acteurs impliqués ou touchés par le conflit de 2012; renforcer le pouvoir des femmes, des filles et des personnes en situation de vulnérabilité à défendre leurs droits humains dans une perspective d'égalité des genres et de réconciliation dans le district de Bamako et dans les régions de Gao, Kidal, Mopti, Ségou et Tombouctou.





Une cotisation payée est la garantie d'un droit certain



L'INPS au service des assurés sociaux



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

Délinquance financière : Fuyard égal coupable



Au lendemain de la prise de pouvoir, les autorités de la Transition ont lancé une pêche aux délinquants financiers. Elles ont ratissé certains gros poissons qui demeurent, aux yeux de la loi, présumés innocents jusqu'à ce qu'un juge impartial et indépendant en décide autrement. Ayant eu vent de la campagne de ratissage, qualifiée de chasse aux sorcières par la classe politique, certains ont pris la poudre d'escampette.

Cela suscite un certain nombre de questionnements. Ont-ils fuit par manque de confiance en ce système judiciaire qu'ils ont eux-mêmes fomenté et qui leur a permis de sévir en toute impunité ? Ou sont-ils conscients de leur culpabilité ?

Ces questionnements multiples nous conduit à écarter la peur d'une injustice susceptible d'être commise par les autorités actuelles dont la légalité est certes discutable mais qui demeurent pas moins dépositaires des prérogatives de puissance publique. Et par ailleurs, lorsque certains furent arrêtés pour tentative de déstabilisation de l'État (Le cas Rasbath, Boubou Cissé et consorts), la justice s'est prononcée. Leur libération prouve à suffisance que le système judiciaire, quoiqu'on en dise, n'est pas totalement corrompu. Il y a beaucoup de vers dans le fruit mais il est toujours comestible.

En fuyant, l'élite politique, qui aurait dû donner l'exemple en se soumettant au système qu'elle n'a jamais combattu ouvertement, fait un aveu de culpabilité. C'est évident que si jusqu'à ce jour, la justice lui paraissait équitable et consciencieuse, chercher à s'y soustraire prouverait soit sa culpabilité soit sa complaisance à l'égard d'un système dont vous n'ignorez guère les failles.

En outre, en fuyant, elle compromet son avenir politique. Nombreux sont les maliens qui ne comprennent pas que chez nous, ceux qui sont accusés de délinquance financière au sommet de l'État ne se comportent pas comme le feraient leurs homologues dans d'autres pays. Quand Sarkozy a été mis en examen, il n'a pas fui. Et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Enfin, en matière de droit, la fuite fait tomber le bénéfice de la présomption d'innocence. Nous ne pouvons donc qu'exhorter les intéressés à faire confiance au système judiciaire qu'ils ont eux-mêmes entretenu. Ce serait faire preuve de courage et de respect à l'égard des électeurs.

Dr DOUGOUNE Moussa / Professeur d'enseignement Supérieur / Consultant Formateur / Source : Le Pélican

GTIA KELETIGUI 1 : Évaluation à mi-parcours de la mission et galvanisation de la troupe pour faire face aux défis actuels



Un rassemblement général du GTIA KELETIGUI 1 a eu lieu, le lundi 7 mars 2022, dans l'enceinte du camp militaire Colonel Mohamed Ould Issa de Nara. C'était sous le leadership du commandant en second dudit GTIA, le Colonel Seydou Bassirou Niangado, avec à ses côtés le chef de bataillon Adama Diassana et les commandants de compagnie.

L'objectif de ce rassemblement pour le Colonel, était de faire le point de la situation générale de la mission depuis le début de l'opération, galvaniser le moral de la troupe, raffermir le lien de fraternité entre les éléments tout en prônant la discipline.

Nous sommes en guerre et la victoire est bout de l'effort, a martelé le Colonel Niangado, tout en précisant que la situation sécuritaire du pays ne doit pas affaiblir le militaire. Car, poursuit-il, un militaire atteint moralement est un militaire déjà vaincu. Et d'ajouter que c'est une fierté pour lui de se voir devant ces hommes engagés aussi moralement que physiquement malgré les quelques revers qu'ils ont subis lors de la dernière embuscade, le 29 décembre 2021 et les difficultés qui prévalent sur le terrain.

Le Commandant en second a déclaré que le GTIA KELETIGUI 1 a neutralisé plus de 150 terroristes depuis le début de l'opération et sillonné plus de 97 villages dans les régions de Koulikoro et Nara. Le Colonel a exprimé tout son satisfecit à ses hommes qui par leur détermination et leur don de soi continuent à engranger de succès notoires contre les forces du mal sur le terrain. « Aucun obstacle ne devra vous résister », a-t-il lancé.

Désormais attendez-vous à des attaques récurrentes, il faut donc doubler de vigilance pour atteindre le résultat escompté, prôna-t-il. S'agissant des pratiques peu orthodoxes de certains éléments, Le chef de mission a donné des conseils et recommandé quelques orientations pour les missions à venir.

Plutôt, avant de commencer ses propos, le Colonel avait fait observer une minute de silence en la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires de cette crise sécuritaire.

Source : Forces armées maliennes

Koulouba : Le Président de la Transition a reçu une délégation du Haut Conseil Berbiche



Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a reçu, jeudi 10 mars 2022, une délégation du Haut Conseil Berabich (Taoudéni), conduite par son Président Mohamed Tahar Ould Elhaj. Cette délégation était venue témoigner sa disponibilité à accompagner les Autorités de la Transition.

« Nous sommes venus aujourd'hui rencontrer le Président de la Transition, au nom de la Communauté Berabich que nous représentons à travers le Haut Conseil Berabich, pour apporter notre soutien au Chef de l'État et aux Autorités de la Transition dans cette phase critique que traverse la Nation malienne », a confié le Président du Haut Conseil Berabich, à sa sortie d'audience. Et de poursuivre : « Le Président dit qu'il tient à ce que les populations du Mali profond jouent pleinement leur rôle dans la construction du nouveau Mali ». Lors de cette rencontre, le Président GOÏTA a donné à ses hôtes « beaucoup de conseils et d'orientations pour la réussite de la Transition et pour la participation pleine et entière du Haut Conseil Berabich à la refondation du Mali ». Le Chef de l'État a enfin envoyé un message de paix, « de disponibilité de l'État à jouer pleinement son rôle dans la protection des populations et des services publics », a expliqué Mohamed Tahar Ould Elhaj. Le Représentant de la communauté Berabich a rassuré qu'il transmettra à la population de Taoudéni les messages du Chef de l'État. La Communauté Berabich s'engage à jouer pleinement son rôle pour la réussite de la Transition.

Source : Présidence de la République du Mali

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Le jeu de chaises musicales à la Cour Suprême : Quel sera le sort du procès d'acquittement de Bakary Togola et ses coaccusés ?



En effet cette nomination massive au sein de la plus importante institution judiciaire de notre pays n'est-elle pas en réalité la réaffirmation de la volonté du ministre de la Justice et Garde des Sceaux Mamadou Kassogué de casser le procès d'acquittement de Bakary Togola et ses 11 coaccusés, dont certains parmi les acquittés et assesseurs auraient été (le conditionnel est de rigueur) déjà entendus au Pôle Economique et Financier de la CIII. Si cette information se révélait bien fondée, les partisans du "roi du coton" auront sans doute du souci à se faire, car ceci démontrerait encore une fois que le ministre Kassogué n'entend guère lâcher ce dossier, car il y va de son honneur et de sa crédibilité personnelle. Peu importe donc à ses yeux, la crainte d'un probable tsunami judiciaire qu'elle pourrait soulever dans le corps des magistrats.

C'est alors en sa qualité de procureur auprès du Pôle Economique de la CIII, qu'il avait organisé une conférence de presse pour révéler au grand public cette affaire jugée alors "scandaleuse" par une certaine opinion publique à cause notamment de son montant estimé à plus de 9 milliards de FCFA..

Sur la trentaine de nominations, la plus significative est celle de Idrissa Arizo Maiga comme conseiller à la Section Judiciaire de la Cour Suprême. Il était avant cette « promotion » Procureur Général auprès de la Cour d'Appel de Bamako, et c'est à ce titre que peu de temps après l'acquittement de Bakary Togola et ses coaccusés, il avait déposé un pourvoi en cassation contre cette décision de justice au niveau de la Cour Suprême, dont la réponse se fait toujours attendre. Les jours et semaines à venir nous en édifieront davantage sur la suite donnée à ce dossier.

B.CAMARA / Source : Le Phénix

Série d'assassinats à Goundam : L'appel de la coordinatrice du Mouvement Trait-d'union

Le samedi 05 mars, la ville de Goundam s'est réveillée sous le choc. Notre estimé frère Malamine Sangho, est tué par balle à son domicile. Un jeune exemplaire.

Il s'agit là du troisième assassinat en moins de trois ans, d'un jeune homme, espoir de sa famille. Ce crime odieux, lâche et ignoble a bouleversé l'ensemble des communautés du cercle de Goundam et de la région de Tombouctou.

Pourquoi de tels assassinats des frères dans la ville ? Pourquoi de tels actes ?

Ville de paix, connue pour son hospitalité, Goundam garde toujours ses portes grandes ouvertes.

Durant des années et dans la fraternité, nous avons cultivé ensemble la tolérance, le respect mutuel et forgé un mode de vivre-ensemble entre les communautés. Une base solide pour la paix durable, la cohésion sociale et le développement de notre ville. Ces efforts individuels et collectifs ont eu comme vocation de préserver notre paix sociale et surtout notre vivre-ensemble. Goundam a fait le choix lucide de vivre



dans la paix et la fraternité. Qui veulent détruire cet édifice ancré dans nos mœurs et dans notre vie quotidienne ? Qui veulent ébranler notre communauté de destin ?

Chers parents de toutes nos communautés,

Réveillons-nous et joignons nos forces pour préserver la paix sociale et la paix tout court !

Que l'assassinat de notre frère Malamine Sangho ne nous détourne pas de notre choix lucide, de notre unité et de notre trait d'union dans la diversité.

Repose en paix, Sangho Mabo !

Coordinatrice du Mouvement Trait-d'union

Oumou Sall Seck / Source : Le Challenger

Déplacés de sénou: les aéroports du mali apportent leur solidarité



Le 8 Mars, Journée Internationale des Femmes n'est pas que festive, elle doit aussi poser des actes concrets. C'est ce qu'a fait la société Aéroports du Mali en apportant des vivres aux femmes et enfants du site de déplacés internes de Sénou.

Ce don, composé notamment de sacs de riz, de bidons d'huile, permettra aux couches défavorisées de fêter dans l'allégresse, à l'instar des autres femmes, la Journée Internationale des Femmes. Cette remise a été faite par le Président- Directeur Général de l'Aéroports, Colonel Lassine Togo, en présence du ministre Délégué auprès du ministre de la Santé et du Développement Social, chargé de l'Action humanitaire, de la solidarité, des Réfugiés et des Déplacés, Oumarou Diarra.

La porte-parole des déplacés du site de Sénou, Barké Sarré s'est réjouie de ce don mais surtout de la présence des autorités à leurs côtés en cette journée de fête. Elle a ainsi exprimé les vœux que la prochaine célébration du 8 Mars 2023 les trouve chez eux, dans un Mali en paix et prospère.

Source : L'INDEPENDANT

Route de kolokani : un accident fait 7 victimes



Un accident de la circulation routière s'est produit, hier, mercredi, vers 5 heures, à Yélékébougou, sur la route de Kolokani, faisant 7 victimes. Il s'agit d'un car de transport « RIMBO », en provenance de Kayes, qui a percuté un camion stationné au bord de la route. Les blessés ont été conduits à l'hôpital grâce à l'intervention rapide des services de la Protection civile, qui a mobilisé deux ambulances à cet effet.

Source : L'INDEPENDANT



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Ministère de la Justice et
des Droits de l'Homme (MJDH)

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) et le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH), dans le cadre du Programme conjoint d'Appui à la Lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite au Mali (LucCEI) recrutent **un coordinateur** pour l'animation d'ensemble, l'assurance qualité et l'interface entre l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Mali et les structures de mise en œuvre du programme.

POSTE ET MISSION

Les responsabilités spécifiques du/ de la coordinateur/trice sont :

1. Assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des stratégies et activités du projet ;

- Appuyer les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère de la justice et de l'OCLEI dans l'élaboration de leurs Plans d'Opération Annuelle et les chronogrammes d'activités avec comme référence le document de base du projet ;
- Coordonner l'élaboration ; la soumission conjointe et la mise en œuvre du plan de travail annuel, des budgets et des rapports d'activités du Ministère et de l'OCLEI ;
- Mettre en place avec les Cellules du Ministère et de l'OCLEI un système de suivi évaluation,
- Appuyer l'élaboration des TDR en rapport avec les activités du programme ;
- Produire les différents rapports du projet en tenant compte des résultats du suivi-évaluation ;
- Préparer les réunions du comité de pilotage du projet, assurer le secrétariat et veiller à l'application des décisions et recommandations dudit comité ainsi que la prise en compte de celles des partenaires techniques et financiers appuyant le projet ;
- Participer aux différentes évaluations et études du projet ;
- Tenir un système de classement approprié de la documentation du projet ;

2. Contribuer à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable de la mise en œuvre du projet ;

- Travailler en étroite collaboration avec les différentes structures partenaires (MJDH, OCLEI, services centraux, société civile etc) pour la préparation et le suivi de la mise en œuvre des budgets annuels conformément aux calendriers des donateurs ;
- Coordonner l'élaboration conjointe des demandes annuelles de fonds conformément aux plans et aux budgets approuvés ;
- Coordonner la réorientation, au besoin les révisions budgétaires ; s'assurer que la gestion financière et comptable des activités du projet est effectuée en conformité avec les réglementations nationales et les accords pris avec les bailleurs de fonds ;
- Coordonner les audits annuels du projet (élaboration des TDR, recrutement des prestataires, supervision du processus, etc).

3. Assurer la Représentation du projet

- Représenter le projet LucCEI au besoin auprès des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, des bailleurs de fonds et d'autres agences ;
- Assurer que les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère et de l'OCLEI sont régulièrement informées et représentées dans les réunions des partenaires et autres acteurs du projet ;
- Effectuer les visites régulières de terrain auprès des partenaires et acteurs et intégrer les expériences acquises au niveau du projet.

QUALIFICATION ET PROFIL DU CANDIDAT

Le coordinateur doit être de nationalité malienne ou établi au Mali. Par ailleurs, il doit remplir les critères ci-après :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) dans les domaines suivants : sciences sociales, Droits, Économie/Finances, gestion de projet, etc.
- Avoir au moins 5 ans d'expérience dans la coordination/gestion des projets de développement, notamment dans la gestion de programme pluridisciplinaire
- Avoir au moins 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité dans le secteur public ou privé, de préférence dans un contexte de financement extérieur ;
- avoir des expériences dans la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités des acteurs de la Justice, des structures de contrôle, des ONG et de la société civile ;
- avoir une bonne connaissance des problématiques des droits humains, de la justice, de la lutte contre la corruption

Constituent un atout :

- L'expérience dans un organisme de lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite ;
- Le travail dans une ambassade ou une organisation internationale ;

CONDITIONS REQUISES

- Connaître l'environnement des droits humains et de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite aux plans national, régional, sous régional et international ;
- Avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- Être apte à travailler sous pression ;
- Être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- Avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- Avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- Être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs ;
- Maîtriser l'outil informatique

DUREE DU CONTRAT DU COORDINATEUR

Le contrat est conclu pour la durée du programme.

OBLIGATIONS DU PROGRAMME

Le programme mettra à la disposition du Coordinateur l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition un bureau avec des équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Une évaluation de la performance sera faite les six premiers mois et une copie jointe au rapport semestriel du projet. Par la suite, les évaluations se feront annuellement.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'OCLEI.

PIECES A FOURNIR

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation adressée au Président de l'OCLEI ;
- Un CV actualisé ;
- Une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- Trois (3) lettres de recommandation ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois.

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés ou déposés directement à l'une des adresses suivantes au plus tard le 20 mars 2022 à 16 heures GMT :

- A l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ;
- Ou par courrier électronique (louologuem@oclei.ml).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines, Place CAN, face à la station Total, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite indiquée.

Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés. Les candidats présélectionnés pour les interviews seront informés dans un délai de 15 jours après la date de soumission des candidatures.

Bonne chance.

Distinction : L'UCAO présente son trophée au Pr Amadou Keita

Après avoir remporté le trophée de l'université la plus dynamique du Mali, les responsables de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest-Unité Universitaire à Bamako (UCAO-UUBa) ont été reçus, le jeudi 10 mars 2022, par le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Pr Amadou Keita. Objectif : présenter le trophée obtenu lors de la cérémonie de distinction des 100 meilleures entreprises du Mali.

Fier de la consécration, le président de l'UCAO-UUBa, Dr. Père Clément Lonah a fait une brève présentation de l'UCAO-UUBa. Selon lui, l'UCAO a trois objectifs en Afrique et dans le monde. Le premier est l'intégration sous régionale comme une large innovation. Le second porte sur la mutualisation des compétences. Et enfin, le troisième objectif est la quête de l'excellence en vue de donner une préparation, une éducation sérieuse, de qualité qui puisse être bénéfique pour les étudiants, pour notre pays le Mali et pour toutes l'Afrique de l'ouest. Une université n'est digne de son nom que quand elle mène des activités scientifiques en plus des activités académiques. Au niveau de l'UCAO, il y a les débats académiques, de conférences mensuelles animées par les enseignants et aussi l'organisation des colloques nationaux comme internationaux. L'UCAO a son studio radio et télévision, sa propre bibliothèque physique et numérisée et une salle informatique.

Enfin, père Lonah a laissé entendre que cette rencontre a pour objectif de présenter officiellement au premier responsable du département de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Pr Amadou Keita, le trophée de l'université privée la plus dynamique du Mali. Tout en le remerciant pour ses nombreux efforts, qui selon eux, sont bien remarquables.

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Pr Amadou Keita, s'est dit très heureux d'accueillir les responsables de l'UCAO-UUBa. « **Ceux qui, comme vous travaillez chaque jour pour un enseignement supérieur de qualité, méritent bien toute notre attention. Je félicite l'UCAO-UUBa pour l'exploit l'ayant permis**

de recevoir le trophée de l'université privée la plus dynamique du Mali. Les responsables de ladite université doivent maintenir le cap de l'excellence pour le grand bonheur des étudiants maliens et de la sous-région qui sont bénéficiaires de leurs formations », a conseillé le ministre Keita.

Cette cérémonie fera date car le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a dédié 2 de ses ouvrages pour la bibliothèque de l'UCAO. Par ailleurs, il a rappelé que la qualité de la formation, l'innovation à travers l'utilisation des technologies, la capacité de pénétration du marché de l'emploi et l'économie sont les 4 critères qui ont pré-

valu.

Il faut rappeler que l'université catholique de l'Afrique de l'ouest (UCAO) a été fondée en 2000 à Conakry. Elle est éclatée en plusieurs unités universitaires en Afrique de l'ouest. La mère de l'UCAO est à Abidjan. Elle a commencé avec l'institut de l'Afrique de l'ouest qui est devenu automatiquement l'université catholique de l'Afrique de l'ouest. Ensuite, un peu partout en Afrique de l'ouest comme au Mali, c'est en 2007 que l'unité universitaire de Bamako a été ouverte avec une filière de base, les sciences de l'éducation avec la demande du marché. Aujourd'hui, il y a d'autres filières comme les sciences juridiques, le journalisme et la communication, la philosophie et les sciences économiques et de gestion. A Conakry, ce sont les sciences politiques comme filière de base. Au Burkina, c'est l'agro-alimentaire et au Bénin l'agro-industrie. Au Togo et ce sont respectivement l'informatique les sciences économiques et de gestion qui constituent ces filières de base. A Yamoussoukro, c'est une autre filière, les sciences de la santé, qui n'est pas encore fonctionnelle. Voilà comment cette unique université a été éclatée en Afrique de l'ouest pour permettre à tous les étudiants, à tous les chercheurs d'être bien proches de l'université et de recevoir la formation qu'il faut ou de donner la formation qu'il faut.

■ Ibrahim Sanogo



Lutte contre la prolifération des armes légères : Les femmes s'engagent !

Les femmes de l'ONG pour les initiatives de paix autour du Mali, ne sont pas restées en marge de la célébration de la journée internationale des femmes. A l'instar des autres femmes du monde, elles ont célébré la journée avec faste. Placée sous la présidence, du Colonel Awa Dembélé, la cérémonie a été l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur la crise malienne dans toute sa dimension.

Dans son intervention, le Colonel Awa Dembélé, a saisi la célébration de cette journée pour rappeler que les femmes demeurent des actrices incontournables dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale en jouant un rôle de socle dans l'équilibre de la nation. De façon spécifique, par leur rôle particulier dans le foyer, dans l'éducation des enfants et le maintien de l'équilibre social, elles contribuent avec efficacité dans les initiatives de promotion de la paix et particulièrement dans la lutte contre les armes légères et de petit calibre. Aussi, il est important de

mentionner que les caractéristiques uniques et profondément sociétales du problème des armes légères nécessitent une intégration complète des perspectives du genre dans toutes les dimensions du contrôle des armes légères. « **Le commerce illicite et la prolifération des ALPC ont un impact différent sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Raison pour laquelle, le plan d'action national du Secrétariat Permanent prend en compte les besoins de ces groupes dans chacun de ses domaines fonctionnels, en accordant une attention**

particulière aux groupes les plus vulnérables », a-t-elle mis en relief.

Mieux, elle a témoigné sa solidarité à l'égard des femmes qui sont marginalisées et victimes de certains maux dans la société. Ce sont elles qui ont été les victimes directes de la crise, de l'utilisation abusive des armes légères et de petit calibre. Plusieurs d'entre elles ont subi le viol, la séquestration, les traumatismes psychologiques, la perte d'un conjoint, d'un enfant ou d'un frère et par-dessus tout, les discriminations de toute sorte. Cet atelier d'une journée portant sur le thème : « les priorités des femmes du Mali dans le cadre de la réduction de la violence extrême en armes », vise à parcourir les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées. Et partant de là, trouver les propositions idoines afin de renforcer leur résilience.

A en croire, le Colonel Awa Dembélé, la crise du Mali a impacté toute l'Afrique Sahélo-saharienne sur le plan socio-culturel, économique, politique et sécuritaire et favorisé l'apparition d'une autre forme de violence dans les milieux urbains avec des acteurs venant du milieu communautaire et rurale au nom de l'Islam. Cette nouvelle forme de vio-





lence se caractérise par la destruction des sites historiques, culturels et religieux. Même la religion n'a pas été épargnée, plutôt elle a été utilisée comme support de communication. Les viols sur les femmes et petites filles, en présence des membres de leurs familles, l'agression des femmes dans les maternités, des malades dans les hôpitaux, les cliniques privées dépossédés de leurs biens, y compris les dépôts de médicaments et l'enlèvement des tous petits enfants et Bébés. L'imposition d'impôt mensuelle par femme, la limitation du nombre de femmes par famille a trois tous cela est vécu par les communautés au nom de l'islam, sont entre autres sujets évoqués par le colonel Awa Dembélé. S'agissant des impacts sanitaires, le risque sur la santé des Maliens est énorme ; aucun centre de santé n'est à l'abri y compris les agents du corps sanitaire, avec son cortège d'enlèvements de médicaments, de tricycles médicalisés et des ambulances. **« Tous, nous sommes interpellés : décideurs au sommet de l'Etat, hommes politiques et tous les leaders des OSC et communautaires. La grande disponibilité d'armes, de munitions aggravées par le refus de certains fabricants artisanaux à respecter le cahier de charge établi entre leur organi-**

sation et le gouvernement du Mali à travers le Ministère de la sécurité, et plus grave l'utilisation d'engins explosifs improvisés. Entre la richesse et la sauvegarde de la vie des Maliens et de l'existence nous leurs demandons de faire un bon choix », a-t-elle mentionné. Et de poursuivre : La présence de groupes armés très actifs est devenue très dangereux à cause de la disponibilité d'engins explosifs d'armes

et de munitions rend la situation sécuritaire très fragile, aggravée par la porosité des frontières et la prise en otage des populations vivant sur place. **« Aux décideurs, nous les sollicitons les implorons, de créer les conditions nécessaires pour la défense de la patrie à travers la cohésion et le dialogue inter Malien »**, a-t-elle suggéré.

■ Ibrahim Sanogo



Réforme du Secteur de la Sécurité : Le Commissariat passe sous la tutelle du ministre de la Sécurité

Le Conseil des Ministres de ce mercredi mars a adopté un projet de décret portant modification du Décret n°2016-0401/P-RM du 09 juin 2016 fixant le cadre institutionnel de la Réforme du Secteur de la Sécurité, et un projet de décret portant approbation de la Stratégie nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité et son Plan d'actions 2022-2024. Une modification apparue nécessaire aujourd'hui pour l'ancrage institutionnel du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité, dans le but d'impulser plus d'efficacité et d'efficience dans la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité dans notre pays.

Le Cadre institutionnel de la Réforme du Secteur de la Sécurité est fixé par le Décret n°2016-0401/P-RM du 09 juin 2016. Il est composé du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité, du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité et des Comités consultatifs de Sécurité au niveau régional et local. Le Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité a pour mission la mise en œuvre de la réforme du Secteur de la Sécurité.

Et cela à travers, notamment la définition des orientations stratégiques et des priorités na-

tionales en matière de réforme du secteur de la sécurité, la validation des projets de stratégie nationale et de plans à court, moyen et long terme élaborés par le Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité, l'évaluation détaillée du système de défense et de sécurité. Aussi, pour plus d'efficacité et d'efficience dans la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité, il est apparu nécessaire de changer l'ancrage institutionnel du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité. Ce changement d'ancrage institutionnel permettra entre autres d'induire plus de fluidité dans la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité, de faciliter la préparation, l'équipement et l'emploi des forces de sécurité, d'apporter plus de proactivité dans l'élaboration des règles et dans la gestion des domaines de la sécurité intérieure et de la protection civile, de contribuer à la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme. Enfin, le projet de décret adopté rattache le Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité au Ministère de la Sécurité et de la Protection civile.

Le même Conseil des Ministres a aussi adopté un projet de décret portant approbation de la Stratégie nationale de la Réforme du Secteur



de la Sécurité et son Plan d'actions 2022-2024. Pour rappel, le Conseil des Ministres en sa session du 12 janvier 2022 avait pris acte de la communication écrite relative à la Stratégie nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité et son Plan d'actions. L'objectif global de cette stratégie étant de contribuer à la mise en place d'institutions de sécurité et de justice efficaces et respectueuses de l'Etat de droit et des droits humains.

De façon spécifique, la Stratégie nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité entre autres à promouvoir la gouvernance dans le secteur de la sécurité, renforcer les capacités de l'Etat à répondre aux attentes des populations en matière de défense, de sécurité et de justice, à restaurer la confiance entre les populations et les institutions de défense, de sécurité et de justice. Le projet de décret ainsi adopté ouvre la voie à la mise en œuvre des actions préconisées dans son Plan d'actions.

■ Yama DIALLO



Filières agricoles commerciales à haute valeur ajoutée : Vers le « Label Qualité pour l'anacarde du Mali »

Le ministre de l'Industrie et du Commerce et son collègue en charge du Développement Rural ont lancé les travaux de l'Atelier national de validation du « Référentiel de Labellisation de l'Anacarde du Mali-Noix de Cajou » et du Logo du « Label Qualité Anacarde du Mali-Noix de Cajou ». Organisé par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, à travers l'Agence Malienne de Normalisation et de Promotion de la Qualité, en collaboration avec le Département de l'Agriculture, à travers, la Direction Nationale de l'Agriculture, cette rencontre de deux jours vise à créer un "Label Qualité" pour "l'anacarde du Mali". Il s'agira d'accompagner les acteurs de la filière "Anacarde", renforcer leurs capacités, et le Mali, reconnu au niveau national, sous régional et international comme producteur d'anacarde de qualité (Noix et Amande) "Label Mali". La présence de deux chefs de départements ministériels à cet atelier, prouve à suf-

fisance l'importance que revêt une telle rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la promotion des filières agricoles commerciales à haute valeur ajoutée reconnues par la Politique de Développement Agricole du Mali et la Stratégie Nationale de Développement de la Filière Anacarde du Mali, portées par le Ministère du Développement Rural.

Aussi, la rencontre s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la Convention Direction Nationale de l'Agriculture/AMANORM et du Contrat d'Exécution de Travaux TRAGSATEC/AMANORM. Elle est la suite de l'activité ayant permis l'élaboration du Référentiel de Labellisation de la Noix de Cajou du Mali et la définition des organes de gestion du Label Qualité Anacarde du Mali -Noix de Cajou. Elle vise à faire valider par les parties prenantes de la filière, les documents élaborés, ainsi que le Logo du Label Qualité créée, fera remarquer le ministre de l'Industrie et Com-

merce, M. Mahmoud Ould Mohamed, à l'ouverture des travaux.

Pour le ministre du Développement Rural, la création d'un "Label Qualité" de l'Anacarde du Mali et son opérationnalisation contribueront entre autres à fournir des produits de qualité, répondant à la fois aux besoins des marchés et des acteurs de la chaîne de valeur. De l'avis du ministre Modibo Keita, toutes ces actions sont à saluer. Elles visent surtout à améliorer l'image de l'Anacarde du Mali à travers une (reconnaissance régionale et internationale). Ceci contribuera à améliorer les prix aux producteurs, transformateurs et distributeurs et à augmenter les revenus des populations engagées dans la filière.

Elles permettront aussi à assurer la traçabilité des produits et booster la compétitivité de l'Anacarde du Mali, tout en créant un effet d'entraînement positif sur le développement des emplois, en particulier les emplois ruraux durables. Co-financé par l'Union Européenne et l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID), dans le cadre du « Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique au Mali, le projet se fixe comme objectif général de "contribuer à la réduction de la pauvreté, au développement durable et à freiner l'immigration des jeunes au Mali.

■ Yama DIALLO



Exportation de bétails du Mali : La DGCC déjoue des tentatives

Au regard de la situation que traverse le secteur de l'élevage dans la crise sécuritaire et l'embargo de la CEDEAO, des éleveurs empruntent le pied pour faire sortir les bétails du territoire national. En revanche, la Direction Générale du Commerce et de Concurrence intercepte plusieurs camions.

Depuis 10 ans, le Mali traverse une crise multidimensionnelle qui menace la vie des Maliens en général, particulièrement celle du centre et du nord. Les bétails ne sont pas épargnés par le phénomène.

En dépit de ce conflit djihadiste, des milliers de bétails ont été victimes d'enlèvements, de ravages et d'autres crimes. Malgré cela, des sentences à l'encontre du Mali à l'issue des sommets extraordinaires de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), tenus le 9 janvier 2022 à Accra, en République du Ghana, sont tombées.

Depuis deux mois, avec la fermeture des frontières avec des pays membres de cette orga-

nisation internationale, certains éleveurs et des commerçants de bétails ont emprunté la voie terrestre pour faire sortir les bétails. Selon des informations publiées sur la page Facebook de la Direction Générale du Commerce et de Concurrence, les structures déconcentrées de ladite direction interceptent plusieurs camions qui font la sortie frauduleuse de bétails sur pied du territoire national.

On se demande pourquoi cette pratique. Sont-ils des Maliens ? Nous savons que la situation alerte notre pays, mais des pays de la sous-région ne sont pas écartés des conséquences de la fermeture des frontières. Car, le Mali serait le premier producteur de bétails dans cet espace. Et, depuis la fermeture des frontières, des pays frontaliers sont aussi touchés. Le prix

de la viande flambe. La population locale manifeste contre la situation. Ici au Mali, au lieu d'autres moyens pour transporter les bétails, on devrait se donner la main pour pousser la CEDEAO au dialogue pour l'intérêt général.

Par ailleurs, la situation de nos bétails est précaire. À titre de rappel, les habitants du village de Bazi Haoussa, cercle d'Ansongo dans la région de Gao, ont été victimes de vols d'animaux. De présumés djihadistes armés non identifiés sont partis avec plus de 50 têtes, parmi lesquelles des vaches laitières. Des habitants de la localité indiquent que les forces de défense et de sécurité ont été informées. Mais, aucune poursuite n'aurait été engagée pour les retrouver, regrettent-ils.

Les mêmes sources rappellent que les enlèvements de bétails sont récurrents à Bazi Haoussa depuis 3 ans. Les éleveurs de la zone auraient perdu plus de 5 000 têtes de 2019 à nos jours. À cela s'ajoutent des brulures des marchés de bétails, l'alimentation des bétails, des ravages et autres crimes. Si rien n'est fait, le prix de la viande ne cessera pas de grimper, surtout à l'approche du mois béni de ramadan.

Lassana SOW

Source : LE COMBAT





Mobile money : La guerre des tarifs enclenchée

Les technologies du numérique font partie des moyens efficaces pour faciliter l'accès à des personnes non bancarisées aux différents services financiers. Au Mali, depuis l'arrivée du mobile money, l'univers de la bancarisation numérique a pris son envol. La proximité qu'offre le mobile money permet aux populations de réaliser facilement et rapidement des transactions financières numériques pour leurs besoins.

Sur ce, les offres et les services se sont multipliés avec les opérateurs de téléphonies, donnant ainsi un accès direct et créant plus de proximité avec les populations. Cependant, dans cette dynamique de marché, la concurrence s'est installée, et désormais, l'on assiste à une guerre des services les plus offrants et à la baisse, des prestations pour capter autant que possible l'attention de la clientèle.

Ainsi, même si le leader du marché au Mali Orange money a réussi à gagner la confiance et s'est de plus en plus rapproché des populations ces dernières années, renforçant ainsi sa présence, l'arrivée de Wave n'a pas manqué de faire revoir à la baisse les grilles tarifaires des prestataires du secteur déjà présents sur le territoire national. C'est désormais comme une course poursuite qui est ouverte entre Orange money, Wave, Moov money, Sama

money, au grand bénéfice des populations qui n'ont qu'à choisir en fonction de leur bourse, la formule qui les convient en termes de transfert d'argent via le mobile. D'ailleurs, début mars de l'année en cours, Sama money a présenté sa nouvelle grille tarifaire au public. A qui le tour les jours à venir face à la montée de la concurrence?

L'essor du mobile money

Si l'Afrique de l'Est a eu une longueur d'avance avec le mobile money à travers le lancement en 2007 de M-PESA de Safaricom, en Afrique de l'Ouest, cette technologie a connu un véritable essor, une dizaine d'années plus tard avec le Ghana et le Nigéria. En ce qui concerne les pays d'Afrique de l'Ouest francophone, des agréments d'émetteurs de monnaie électronique n'ont été accordés qu'en 2015, suite à la publication par la Banque Centrale des États

de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de l'instruction n°008-005-2015 du 21 mai 2015 régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UMOA.

Et depuis, le secteur a explosé et n'a cessé de grandir. Ce qui fait qu'en termes d'activité, la valeur des transactions effectuées via les services de Mobile Money en Afrique de l'Ouest en 2020 était estimée à 178 milliards de dollars rapporte le digital frontiersinstitute. Ces chiffres mettent en évidence la forte pénétration du Mobile Money et sa contribution significative à l'inclusion financière des populations non bancarisées.

En 2018, selon un rapport annuel de la BCEAO, le Mali était le deuxième pays de l'UEMOA le plus bancarisé avec 23,3% derrière le Togo 26,8%. Le taux moyen de bancarisation moyen en Afrique subsaharienne situé à 10% il reste faible pour atteindre l'inclusion financière et contribué efficacement au développement. Les transactions électroniques permettent plus d'utilisateurs d'avoir un compte de transfert ou une application qui permet d'envoyer et de recevoir rapidement de l'argent. C'est donc un secteur prometteur pour le développement économique en Afrique de l'Ouest et au Mali en particulier.

Idelette BISSUU

Source : Journal du Mali



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Cheick Boucadry Traoré, Président de CARE : « La charte de kurukan-fuga avait fait de la femme un être sacré »



La Convergence Africaine pour le Renouveau (CARE) travaille pour une transformation des rapports sociaux dans notre pays. En effet, nous œuvrons pour que les politiques de promotion de la parité deviennent une réalité. La réalisation de nos objectifs exige un changement de politique transformatif. Toutes nos stratégies et tous nos programmes de développement sont liés à la transformation des rapports sociaux. Conséquemment, ils seront toujours introduits dans tous les secteurs de la planification publique et à tous les stades de l'élaboration des politiques publiques.

La pauvreté touche la majorité des maliens. Cependant, les risques de précarité apparaissent plus nombreux pour les femmes que pour les hommes. La cause de la pauvreté féminine tient partiellement aux iniquités sociales et au manque d'opportunités auxquels les femmes sont confrontées du simple fait qu'elles sont de sexe différent. Les effets dévastateurs de

l'iniquité entre les sexes, combinés à la pauvreté, à la discrimination et au manque d'opportunités affectent les femmes de multiples façons, depuis leur situation économique jusqu'à leur bien-être, en passant par leurs aspirations à vivre dans de meilleures conditions. Le capital humain féminin reste toujours un énorme potentiel inexploité dans notre pays. Les femmes doivent être activement et plus efficacement engagées dans la vie économique, sociale et politique. Une extension du droit de propriété des femmes, une gouvernance économique intégrant le principe d'équité entre les sexes et un meilleur accès aux investissements et aux opportunités commerciales constituent autant de moyens essentiels de promouvoir l'émancipation économique des femmes et par conséquent autant de facteurs favorables à l'accélération de la croissance et du développement ainsi qu'à la réduction de la pauvreté dans notre pays.

Nos objectifs seront obligatoires et nous les atteindrons : Développer des cadres législatifs clairs pour la protection des droits des femmes concernant les ressources liées à la terre (propriété) et, informer les femmes de leur droit à cet égard de manière proactive ; Aborder le problème des coutumes et pratiques culturelles profondément enracinées qui sous-tendent la discrimination et qui l'étendent aux niveaux de la communauté et du foyer, même lorsque des cadres légaux protégeant les droits des femmes sont déjà en place ; Mettre en place des systèmes de gestion des finances publiques intégrant l'équité entre les sexes et renforcer les initiatives budgétaires existantes qui intègrent cette notion ; Tenir compte des procédures comptables parallèles afin de reconnaître, de valoriser et de rémunérer le travail des femmes, y compris sa valeur au sein de l'économie sociale ; Intégrer les composantes de l'équité des sexes dans la planification et la coordination des ministères

responsables afin d'assurer l'affectation correcte des ressources ; Intégrer des objectifs et des résultats spécifiques dans les Stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) et fixer des affectations budgétaires pour la promotion de l'équité des sexes ; Un meilleur accès à l'investissement et au commerce ; L'impact de l'investissement et du commerce sur les femmes est important non seulement, parce que les femmes représentent plus de la moitié de la population, mais aussi parce que l'iniquité entre les sexes et les discriminations de fait, peuvent influencer négativement l'issue des politiques d'investissement et des politiques commerciales ; Affecter des engagements de crédits soutenant les femmes entrepreneurs ; Cibler le soutien aux femmes à la tête de micro-entreprises afin de leur permettre de développer et de diversifier leur production ; Accroître les capacités pour l'ajout de valeur, la diversification et la différenciation de produits, notamment dans la filière de la transformation agroalimentaire grâce à l'emploi de technologies adaptées ; Améliorer la commercialisation grâce aux TIC ; Enfin, organiser une convention des femmes de toutes les couches du Mali pour sortir un programme d'application de notre projet de société.

La culture a toujours été le cœur de notre nation. Nous avons toujours su préserver notre souveraineté et notre identité à travers nos modes d'expression culturelle. Souvent, il devient nécessaire de faire référence à son histoire, à son passé, enfin à sa culture. Aujourd'hui, plus que jamais, l'avènement de la Charte de Kurukan Fuga doit nous servir de leçon pour l'élaboration des futures directives dans le domaine de nos programmes de transformation des rapports sociaux. Chaque année, le 8 mars, le monde entier célèbre la Journée Internationale de la Femme. Elle a été officialisée par les Nations Unies en 1977 comme une journée de manifestation revendiquant non seulement l'égalité des droits et de meilleures conditions de travail, mais aussi, pour faire un bilan sur la situation des femmes dans nos sociétés. Cependant, la promotion des droits des femmes dans le Mandé a commencé des siècles, bien avant cette période. En effet, après leur victoire à Kirina en 1235, les leaders du Mandé ont initié la Charte de Kurukan-Fuga, qui fait notamment de la femme un être sacré. Ils ont ainsi récompensé celles qui ont grandement contribué à la victoire du Mandé sur



un autre royaume.

L'article n°14 de la Charte stipule : "N'offensez jamais les femmes. Elles sont nos mères". Elles sont nos mères, elles ont droit au respect. Notre vénération pour la mère n'est pas une simple formule. Les Mandingues disent. "L'enfant vaut ce que vaut sa mère". L'énoncé n°16 est très explicite sur la place de la femme dans la gouvernance : "Les femmes, en plus de leurs occupations quotidiennes, doivent être associées à tous nos gouvernements". Il faut savoir que dans le passé, cette règle a été observée. Non seulement les femmes étaient représentées dans les grandes assemblées, mais aussi bien souvent, elles se réunissaient à part et débattaient des questions importantes et faisaient toujours connaître leurs avis. Le Mandé a toujours connu de puissantes associations secrètes féminines – Niagba Muso – dont les avis étaient recueillis sur les questions importantes. Il faut noter qu'au-delà de la notion de l'équité des sexes, la Charte interdit le mariage des filles non-pubères et rendit la dot moins importante. Un autre élément de la sagesse de nos traditions se révèle à travers la maxime « La nuit porte conseil », qui signifie : prendre le temps de consulter et demander conseil auprès de son épouse avant d'agir. Nous saluons toutes les femmes à travers le monde et tous les hommes qui œuvrent pour une société de droit

et de justice sociale. Nous appelons nos mères et sœurs africaines à célébrer l'émancipation de la femme africaine à Kurukan Fuga. Une émancipation qui a eu lieu des siècles avant la proclamation du 8 mars comme journée de la femme. Nous devons continuer avec cette force d'esprit nécessaire au changement mise en avant par la Charte de Kurukan Fuga qui n'avait comme but que d'élever la conscience juridique des femmes comme une dimension importante de développement. A cette fin, partageons ensemble la vision de la Convergence des Femmes pour le Renouveau (COFERE) à savoir : avoir un monde où les femmes jouissent de tous leurs droits humains. L'émancipation économique des femmes est une condition essentielle de l'avènement d'un développement durable, entendu comme un développement répondant aux besoins des générations actuelles sans entraver la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. En supprimant les obstacles qui empêchent les femmes d'accéder aux mêmes opportunités économiques que les hommes, les politiques de genre ou de parité permettent d'améliorer les performances économiques et les résultats obtenus en termes de développement.

Cheick Boucadry TRAORE, Président de CARE
Source : Le Challenger

Appartenance du Mali à la CEDEAO et à l'UEMOA : Les enjeux

La Conférence des Chefs d'Etats de la CEDEAO et de l'UEMOA a décrété un embargo contre la République du Mali, à l'issue de son sommet extraordinaire conjoint qui s'est tenu le 9 janvier 2022 à Accra (Ghana). Cet embargo porte entre autres sur la fermeture des frontières entre les pays membres de la CEDEAO et le Mali, la suspension des échanges commerciaux à l'exception des denrées de première nécessité et le blocage des avoirs de l'Etat au niveau de la BCEAO et des banques commerciales. La présente note tente d'élucider les enjeux de l'appartenance du Mali à la CEDEAO et à l'UEMOA et d'explorer les solutions pour atténuer les effets de l'embargo sur le pays.

Quels sont les acquis de l'appartenance du Mali à la CEDEAO et à l'UEMOA ?

L'objectif principal visé par l'UEMOA et la CEDEAO est de créer un espace économique intégré de libre circulation des personnes, des biens et des capitaux afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

De l'analyse des statistiques du commerce extérieur du Mali sur les cinq dernières années, on constate que la CEDEAO et l'UEMOA ne sont pas la première destination des exportations

maliennes. L'or et le coton qui font plus de 85% des exportations maliennes sont acheminés essentiellement vers l'Afrique du Sud, Dubaï (Emirats Arabes Unis) et la Suisse. La part de la CEDEAO dans les exportations totales du Mali a chuté de 14% en 2016 à 8,6% en 2019.

En faisant la comparaison entre les pays de la CEDEAO, nous constatons que la part du Mali dans les exportations intracommunautaires est estimée à 3,5% en 2019 contre 32% pour le Nigeria, 22,4% pour la Côte d'Ivoire, 11,5% pour le Sénégal et 10,6% pour le Ghana.

Par ailleurs, on constate qu'il n'y a pas eu une transformation significative de la structure des exportations du Mali, de 1973 à 1994, pendant l'époque de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) comparativement à la période de l'UEMOA ou au démarrage du schéma de libéralisation de la CEDEAO en 2000. En cause, l'intégration économique n'a pas engendré une industrialisation du pays conduisant à la diversification des exportations.

En effet, depuis les années 1970, les exportations maliennes dans la sous-région sont quasiment dominées par des produits agricoles

dont les céréales, les produits de cueillette, les peaux et cuirs non transformés et le bétail sur pied. La part des produits manufacturés dans les exportations maliennes dans la sous-région ne dépassait guère 6% en moyenne entre 2015 et 2019.

Lorsqu'on examine la liste des produits bénéficiant de la préférence tarifaire au sein de la CEDEAO, nous remarquons que le Mali ne compte qu'une centaine de produits sur les 6.000 circulant sous préférence tarifaire dans le marché communautaire, dont plus du tiers appartient au Nigeria, suivi du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

A l'inverse des exportations, l'intégration économique sous-régionale a créé un effet de détournement ou de création du commerce au profit des États membres de la CEDEAO et de l'UEMOA qui sont aujourd'hui les premiers fournisseurs du Mali avec 37,3% des importations totales du pays sur la période 2015-2019. Les importations intracommunautaires du Mali ne cessent d'augmenter et sont passées de 34% en 2015 pour atteindre 41% en 2018 avant de chuter légèrement à 39,8% en 2019.

Le Sénégal est le premier fournisseur du Mali devant la République Populaire de Chine, suivie par la Côte d'Ivoire qui arrive en 3ème rang. Par contre, le Burkina Faso est le premier client des exportations maliennes, suivi par la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Il convient de noter qu'au sein de la CEDEAO, le Mali occupe le 2ème rang pour les importations intracommunautaires avec 20,8% der-



rière la Côte d'Ivoire qui détient 21,4%. Les parts du Nigéria et du Sénégal sont respectivement de 6,4% et de 8,9% loin derrière le Burkina Faso qui détient 10,1% des importations intracommunautaires.

La contre-performance commerciale du Mali s'explique par la faible diversification de ses exportations liée à son niveau d'industrialisation, l'enclavement du pays, le coût élevé des facteurs de production, la vétusté des infrastructures et la non-disponibilité de l'énergie électrique, toutes choses qui rendent l'économie malienne nettement moins compétitive. Cette faible compétitivité est exacerbée par un Tarif Extérieur Commun (TEC) peu protecteur des unités industrielles locales. Faut-il rappeler que la structure du TEC s'articule autour de 5 bandes tarifaires, allant de 0 à 35% avec des mécanismes particuliers de protection en cas de forte poussée des importations.

Aux facteurs ci-dessus, s'ajoute une mauvaise organisation du commerce qui favorise la fraude et la concurrence déloyale. En plus, il n'existe aucun mécanisme de soutien à la compétitivité des pays défavorisés, notamment les pays enclavés au sein de la CEDEAO et de l'UEMOA contrairement à l'Union Européenne ou à la SADC où il existe des mécanismes de soutien aux économies défavorisées pour leur permettre de tirer profit de l'intégration.

En somme, l'appartenance du Mali aux espaces CEDEAO et UEMOA n'a pas permis une industrialisation significative et la diversification des exportations. Au contraire, on peut évoquer une désindustrialisation du pays avec la disparition des fleurons de l'industrie dans les branches du coton textile et de la chimie (pharmacie).

Nonobstant cette contre-performance commerciale, la libre circulation des personnes et des biens, le droit d'établissement dans le respect des réglementations des pays d'accueil et du cadre réglementaire communautaire constituent des acquis notables dans l'espace communautaire. Les entraves constatées çà et là, à la libre circulation des personnes et des biens sur les corridors d'approvisionnement, n'enlèvent en rien au mérite des acquis susmentionnés. Ces acquis contribuent, tant soit peu, à réduire le coût du commerce entre le Mali et les pays côtiers d'approvisionnement. En effet, si les opérateurs économiques maliens devaient prendre le visa chaque fois

pour se rendre en Côte d'Ivoire ou au Sénégal, le niveau général des prix serait plus élevé que ce qu'il en est aujourd'hui. En plus, l'Agrément unique dans certains secteurs des services donnant la possibilité aux sociétés de droit malien de s'implanter dans les pays membres de l'UEMOA ou de la CEDEAO et d'y exercer, a permis le développement de certaines entreprises (Cas de la BDM-SA, de CIRA ou de Builders).

Au plan macro-économique, l'économie malienne a connu une croissance en dents de scie durant ces dernières années. En raison de la pandémie de la COVID-19, le pays est entré en récession avec une contraction de son Produit Intérieur Brut de -1,2% en 2020, précédée respectivement d'une croissance de 4,7% et 4,8% en 2019 et 2018, nettement en dessous de la moyenne communautaire pendant ces années. Les secteurs primaires et tertiaires (agriculture et les services) sont le moteur de l'économie nationale avec une contribution de plus 70% dans la formation du Produit Intérieur Brut. La part de l'industrie a faiblement évolué entre 2012 où elle était de 9,8% pour se situer aux environs de 11,3% en 2015. L'industrie agro-alimentaire a connu une chute drastique avec une part qui est tombée de 4,7% en 2012 à 3,8% en 2020. Ce qui corrobore nettement le faible impact de l'intégration économique sous régionale sur l'industrialisation de l'économie malienne.

Au plan monétaire et financier, l'adhésion du Mali à l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) a permis de régler des problèmes de devises pour financer ses importations à travers le mécanisme de mise en commun des recettes d'exportation.

L'accès au marché financier régional de l'UMOA permet aux Etats membres de mobiliser des financements pour couvrir leurs déficits budgétaires et mettre en œuvre de grands travaux. Ces dernières années, l'Etat a recours au marché financier régional pour financer ses déficits budgétaires.

S'agissant du financement du secteur privé, la mise en place de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, permet aux entreprises éligibles de mobiliser des financements pour leur développement. Il est fort regrettable de constater qu'en dehors des banques, le Mali n'a pas beaucoup d'entreprises qui interviennent sur le marché des valeurs mobilières.

En somme, on peut affirmer sans risque de se

tromper que la stabilité du franc CFA a permis le développement du réseau bancaire au Mali. Sans cette stabilité dans la gestion monétaire et macroéconomique à travers la BCEAO, le paysage bancaire compterait probablement moins d'une dizaine de banques et encore moins d'une antenne de Bourse des Valeurs Mobilières.

Quels sont les défis liés à un retrait de la CEDEAO et de l'UEMOA ?

Au plan commercial, un retrait du Mali de l'UEMOA et de la CEDEAO aura pour effet immédiat, le réarmement tarifaire dans les échanges commerciaux entre les parties. Sauf dispositions contraires, les parties vont commencer à appliquer des droits de douanes et taxes à effet équivalent sur le commerce mais aussi et surtout de renforcer les contrôles au niveau des cordons douaniers. La conséquence immédiate est le rallongement des délais d'approvisionnement mais aussi et surtout le renchérissement des coûts de revient des produits pour les consommateurs. Sur la base de principes économiques élémentaires, toute hausse des coûts de revient favorise des concurrents sur le marché et provoque à terme, si des mesures de correction ne sont pas prises, une éviction du marché.

Le retrait de la CEDEAO et de l'UEMOA mettra fin à la libre circulation des personnes et le droit d'établissement entre les entités. Il faudrait obtenir un visa pour se rendre de part et d'autre et détenir une carte de séjour pour résident.

En termes d'impacts sur le commerce extérieur, l'analyse des produits exportés par le Mali dans la sous-région fait penser que les pays frontaliers importateurs trouveront difficilement des alternatives d'approvisionnement à des prix compétitifs. Donc, même en cas de réarmement tarifaire, le Mali conservera son marché d'exportation en Afrique de l'Ouest.

A l'inverse, l'application des droits de Douane aux produits originaires du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Nigeria et du Ghana, au même titre que les produits similaires ou de substitution provenant de pays tiers, va exacerber la concurrence avec des pays tiers et représentera un risque sérieux d'éviction des pays de la CEDEAO sur le marché malien. Le réarmement tarifaire pourrait permettre également à certaines branches d'activités locales, notamment dans le domaine des industries agro-alimentaires, de se relancer à condition de

s'ajuster par rapport à la nouvelle donne. In fine, la remise des droits de Douane apportera une certaine protection aux unités industrielles nationales déjà très éprouvées par la concurrence. Le retrait du Mali de l'UEMOA/CEDEAO ne privera pas notre pays de l'utilisation des installations portuaires des pays frontaliers puisqu'il s'agit d'activités commerciales par lesquelles ces pays tirent une part non négligeable de leurs recettes budgétaires. Le Mali est la variable d'ajustement budgétaire des ports du Sénégal et de la Côte d'Ivoire.

Cependant, nous notons que l'option choisie par les autorités de la Transition est de rester dans les organisations sous régionales visées tout en diversifiant les ports d'approvisionnement du pays, notamment par l'intensification des relations commerciales avec la République de Guinée et la République Islamique de Mauritanie.

Si la République de Guinée est déjà membre de la CEDEAO, il faudrait retenir que la République Islamique de Mauritanie n'est pas dans la Communauté. Toutefois, elle a signé en 2017 un Accord d'association avec ces Etats pour créer une Zone de Libre de Echange et s'est engagée à appliquer le Tarif Extérieur Commun et harmoniser sa réglementation commerciale avec les dispositions pertinentes en vigueur au sein de la CEDEAO.

De ce qui précède, les marchandises provenant de la Mauritanie seront soumises au droit NPF, c'est-à-dire les mêmes droits de douane applicables à la Chine, aux Etats Unis ou à l'Union Européenne. Pour éviter l'application des droits de Douane et taxes assimilées sur les importations en provenance de la République Islamique de Mauritanie, la solution serait d'abord de ratifier l'Accord d'association avec la Mauritanie et de régler d'autres aspects pratiques pour le commerce des marchandises (règles d'origine par exemple) entre nos deux pays.

En définitive, lorsque les problèmes politiques entre le Mali et les organisations sous régionales connaîtront leur épilogue, notre pays doit exiger, dans le cadre d'un dialogue plus serein entre les parties, qu'un contenu concret soit donné à certaines dispositions du Traité révisé instituant la CEDEAO, notamment celles relatives aux pays les moins avancés et les pays enclavés. En effet, la CEDEAO et l'UEMOA doivent impérativement mettre en place des programmes de mise à niveau des économies des

pays enclavés, pour leur permettre de tirer pleinement profit de l'intégration économique sous régionale, de partager équitablement les coûts et les bénéfices de l'intégration.

Pour rappel, au moment où la CEA0 existait, il y'avait un Fonds pour l'industrialisation des Etats. Un tel mécanisme n'existe plus ni au sein de la CEDEAO, ni au sein de l'UEMOA. Toutefois, la Commission de l'UEMOA a mis en place le Programme Economique Régional (PER) pour financer des projets de développement dans tous ses Etats membres. Or, de notre point de vue, il ne doit pas y avoir de compétition entre les Etats enclavés et les pays côtiers pour l'utilisation des fonds destinés à l'ajustement des économies. A l'inverse, la CEDEAO n'a mis en place aucun instrument, aucun mécanisme d'ajustement.

Aussi longtemps que les déséquilibres ci-dessus évoqués ne seront pas corrigés, les pays enclavés s'enfonceront davantage dans la pauvreté et la précarité. Ils ne seront jamais compétitifs, y compris dans les domaines où ils détiennent des avantages comparatifs. Cette situation va davantage s'exacerber si la Commission de l'UEMOA exécutait en l'état son projet de pôles énergétiques au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Niger, au détriment du Mali et du Burkina Faso, où la disponibilité de l'électricité est l'un des principaux goulots d'étranglement à leur industrialisation.

Si au plan commercial, le retrait du Mali de ces deux organisations n'aura pas de grands effets sur son commerce extérieur, notamment sur la structure des échanges commerciaux avec les pays de la sous-région, au plan monétaire et financier, il faudrait s'attendre à payer certainement le prix fort.

Au plan bancaire, un retrait du Mali de l'UMOA pourrait entraîner le départ de certaines banques et le rétrécissement du crédit à l'économie, à la condition que des banques dans lesquelles l'Etat dispose d'une participation significative dans le capital aient une capacité financière pour combler le vide.

De façon spécifique, le contexte actuel marqué par la crise sécuritaire, la faible diversification de l'économie nationale et des produits d'exportation, la forte dépendance aux cours des matières premières (coton et or) sur le marché international, ne constitue pas un cadre favorable à la gestion d'une monnaie nationale. Le pays résisterait difficilement, seul, aux chocs exogènes que lorsqu'il est dans une union mo-

nétaire. Le non accès au marché financier régional pour mobiliser des emprunts destinés au financement des déficits budgétaires, obligera l'Etat à réviser son budget pour le recentrer sur les ressources propres et l'annulation subséquente de certaines dépenses en investissement. Si l'embargo dure dans le temps, il aura un impact négatif sur la croissance économique en raison du ralentissement des activités économiques, sachant que l'Etat est un important acteur économique dans la demande globale (consommation des services publics, travaux collectifs, etc.).

Certes, la création d'une monnaie nationale offre des flexibilités dans la politique monétaire pour financer le développement, mais elle exige une confiance des opérateurs économiques et des partenaires dans cette monnaie. Face aux risques majeurs encourus en cas de maintien dans la durée (plus de trois mois) de l'embargo financier, l'Etat pourrait recourir temporairement à une solution médiane. Nous suggérons au gouvernement de retirer provisoirement son droit souverain de gérer sa monnaie confiée à la BCEAO. L'Etat reprendra alors le droit seigneurial d'imprimer des billets et pièces de FCFA par l'intermédiaire de sa propre institution d'émission. Les émissions de FCFA seront adossées aux avoirs du Mali auprès de la BCEAO. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle monnaie, loin s'en faut. Il s'agira du même franc CFA. Les spécialistes du Droit monétaire trouveront cette solution illégale mais, on ne doit pas perdre de vue que les sanctions imposées par la BCEAO le sont plus.

En conclusion, le Mali devrait rester dans les organisations sous régionales quoiqu'au plan économique, les résultats engrangés à ce stade sont très mitigés, hormis les acquis financiers. En outre, il ne faudrait pas perdre de vue les perspectives de la création du marché unique africain (ZLECAF) et de la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union Européenne. Le Mali gagnerait en étant dans un ensemble perfectible que d'évoluer solitairement. Cependant, les négociations avec ces deux organisations ne doivent pas être conclues à n'importe quel prix au détriment d'un chronogramme réaliste de la refondation nationale.

Boubacar BALLO

Source : Le Challenger

Musée de la Femme Muso Kunda : Un véritable lieu touristique implanté au cœur de Bamako



Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Femme, le Musée de la Femme Muso Kunda a ouvert ses portes, le mardi 8 mars 2022, gratuitement au grand public pour permettre aux uns et aux autres de visiter les collections de photos, d'habits et d'objets féminins exposés. La visite guidée a été effectuée par Mme Korotoumou Tapily, en présence de Ousmane Traoré de l'Agence Binthily Communication et des visiteurs curieux par les objets exposés dans les différentes salles du Musée. Ayant vu les différentes collections exposées, un visiteur indique que Muso Kunda est un véritable lieu touristique implanté au cœur de Bamako. Depuis le matin de cette journée de 8 mars, les visiteurs étaient présents au Musée de la Femme Muso Kunda situé au quartier Korofina Nord de Bamako (en face du terrain de football, non loin de la mairie). Et pratiquement, tous les compartiments du Musée ont été observés par les visiteurs du jour. Du hall d'en-

trée en passant par les salles d'exposition sur le mariage, sur la cuisine, sur l'image de la femme, la salle d'exposition photos. Outre ces salles d'exposition, le Musée de la Femme Muso Kunda possède aussi d'une salle de spectacle de 400 personnes, des salles de conférence de 60 à 100 personnes, d'une salle de jeu, d'une chambre nuptiale avec une loge réservée à la conseillère nuptiale, d'une salle d'écoute psychologique pour les femmes en détresse, d'un salon de thé/ boulangerie pâtisserie, d'une boutique (livres, décorations, cosmétique, toiles, chaussures artisanales, encens, encensoirs) et bien d'autres. Selon Mme Korotoumou Tapily du Musée de la Femme Muso Kunda, cette journée porte ouverte est organisée gratuitement au profit du public pour célébrer le 8 mars, journée internationale des femmes. Elle a précisé que l'organisation de cet événement est une tradition par les responsables du musée. Elle a signalé que la visite du musée est de 2500 FCFA par

personne. A l'en croire, le musée reçoit des visiteurs maliens comme étrangers chaque semaine. « Je visite ce musée parce que je suis femme et c'est un lieu pour les femmes. Je suis émerveillé par l'habillement des femmes des différentes ethnies du Mali », nous a confié l'étudiante Sélmatou Mariko qui visitait les lieux. Un autre visiteur soulignait dans les couloirs que ce musée implanté au cœur de Bamako est un véritable lieu touristique surtout pour les futurs mariés, les mariés. Selon lui, cette visite permettra à ces couples et futurs couples de connaître beaucoup de chose sur le mariage.

Crée en 1995 par la professeure Adame BA KONARÉ, historienne, épouse d'Alpha Oumar KONARÉ, ancien Président de la République du Mali (1992 – 2002), le Musée de la femme Muso Kunda, c'est-à-dire du « Côté de la Femme » a pour objectifs de servir de lieu de mémoire à la femme ; de valoriser et revaloriser le savoir-faire de la femme dans différentes branches d'activité au plan traditionnel, moderne et contemporain ; d'être un instrument au service de la promotion de la femme et de la défense de ses droits. Dans son mot liminaire affiché au sein de ce musée, la présidente-fondatrice du Musée de la Femme Muso Kunda, l'ex- première Dame du Mali, Professeure Adame Ba KONARE, a souligné que ce musée présente ainsi, en témoignage, la longue marche des femmes, les différents profils de l'image de la femme, le cycle de la femme, le quotidien de la femme. «Ce musée a l'ambition d'être une ouverture sur l'univers des femmes, un espace d'échanges, une école qui intègre, de manière vivante, leurs arts et leurs savoir-faire. Le musée Muso Kunda, c'est aussi un centre dynamique et vivant, qui prend en charge les problématiques liées à la condition féminine telles que les violences que subissent les femmes », précise Adame Ba KONARE.

Aguibou Sogodogo
Source : Le Republicain- Mali

Justice : La mise en examen de Depardieu pour "viols" et "agressions sexuelles" confirmée

Mardi 8 mars, à la faveur d'un corridor humanitaire, douze étudiants congolais ont pu quitter l'université de Soumy, dans le nord-est de l'Ukraine en guerre. Depuis plusieurs jours, de jeunes ressortissants africains sont en effet pris au piège dans ce conflit avec la Russie. Ces douze Congolais sont désormais en sécurité dans l'ouest du pays.

La cour d'appel de Paris a confirmé jeudi la mise en examen du monument du cinéma français, Gérard Depardieu, pour des "viols" et "agressions sexuelles" dont l'accuse depuis l'été 2018 la comédienne Charlotte Arnould.

L'acteur de "Cyrano de Bergerac" ou d'"Astérix et Obélix", âgé de 73 ans, avait demandé en mai 2021 que soit prononcée la nullité de sa mise en examen du 16 décembre 2020 concernant ces faits.

La chambre de l'instruction avait étudié lors d'une audience le 3 février cette demande, à laquelle s'opposait le parquet général de la cour d'appel de Paris.

Dans un communiqué jeudi, le procureur général de Paris Rémy Heitz a annoncé le rejet de la requête de M. Depardieu.

"La chambre de l'instruction considère ainsi qu'il existe, à ce stade, des indices graves ou concordants qui justifient que Gérard Depardieu demeure mis en examen", a déclaré M. Heitz, qui en tire la conclusion logique : "Le dossier retourne désormais" à la juge d'instruction "pour poursuite de l'information judiciaire".

Sollicité par l'AFP, l'avocat du comédien, Me Hervé Temime, n'a pas souhaité commenter ce revers.

Présentée à la cour d'appel au moment du dé-

libéré, Charlotte Arnould, manifestement émue et accompagnée d'une proche, n'a pas non plus souhaité commenter.

"Ma cliente est particulièrement soulagée et confiante à l'égard de la justice qui a été rendue ce jour", a réagi auprès de l'AFP son avocate, Me Carine Durrieu-Diebolt.

"Il est important de relever qu'actuellement tous les magistrats en charge du dossier, la juge d'instruction, l'avocat général qui a requis la confirmation de la mise en examen mais aussi le juge de la chambre de l'instruction, estiment qu'il y a des indices graves ou concordants qui laissent à penser que Gérard Depardieu a bien commis les faits d'agressions sexuelles et de viols dont il est accusé", s'est félicitée l'avocate.

Hôtel particulier L'affaire avait débuté à l'été 2018.

Charlotte Arnould, née en 1995 et âgée de 22 ans au moment des faits, s'était présentée à la gendarmerie de Lambesc (Bouches-du-Rhône) fin août 2018 en affirmant avoir été violée quelques jours plus tôt à deux reprises au domicile parisien de la star, un hôtel particulier du 16^e arrondissement de Paris.

L'acteur est un ami de la famille de la jeune

femme, qu'il connaît depuis son enfance.

La procédure judiciaire ouverte à Aix-en-Provence contre l'acteur français, également citoyen russe depuis 2013, avait été transférée dans la capitale.

Une confrontation entre l'acteur et la comédienne avait été organisée dans les locaux de la police judiciaire parisienne, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP.

Le 4 juin 2019, le ministère public avait toutefois classé le dossier sans suite après neuf mois d'enquête préliminaire, expliquant que "les nombreuses investigations réalisées" n'avaient "pas permis de caractériser les infractions dénoncées dans tous leurs éléments constitutifs".

Mais, la plaignante a obtenu mi-août 2020 la reprise de l'enquête par le biais d'une plainte avec constitution de partie civile.

Une juge d'instruction parisienne a mis en examen Gérard Depardieu le 16 décembre 2020 pour "viols" et "agressions sexuelles", le laissant libre sans contrôle judiciaire.

La plaignante, Charlotte Arnould, avait pris la parole mi-décembre sur Twitter pour dévoiler son identité.

"Cela fait un an qu'il est mis en examen. Il travaille pendant que je passe mon temps à survivre", écrivait la jeune femme de 25 ans originaire du Jura.

"Cette vie m'échappe depuis trois ans et j'ai envie de vivre sans me renier. Cette prise de parole risque d'être une secousse immense dans ma vie, je n'y gagne strictement rien si ce n'est l'espoir de récupérer mon intégrité", poursuivait-elle.

Depuis sa mise en examen, Gérard Depardieu a été entendu sur le fond de l'affaire par la juge d'instruction, selon des sources proches du dossier.

Il est actuellement à l'affiche au cinéma dans "Maigret" et "Robuste".

Source : AFP



Échec des pourparlers russo-ukrainiens : Les chars russes tout près de Kiev



Les chefs de la diplomatie russe et ukrainienne ont échoué jeudi à s'accorder sur un cessez-le-feu en Ukraine au cours de leur première rencontre depuis le début de l'offensive de l'armée russe, qui poursuit sa progression avec des chars arrivant aux portes de la capitale Kiev.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et son homologue ukrainien Dmytro Kuleba ont campé sur leurs positions pendant cet entretien, le premier à ce niveau depuis le 24 février, organisé en Turquie sous les auspices de leur homologue turc Mevlut Cavusoglu à Antalya (sud), une station balnéaire prisée des touristes russes.

"Nous avons évoqué un cessez-le-feu mais aucun progrès n'a été accompli en ce sens", a déclaré M. Kuleba à la presse, ajoutant cependant qu'il "espérait" pouvoir poursuivre la discussion avec son homologue.

"L'Ukraine ne se rendra pas"

Selon M. Kuleba, Sergueï Lavrov lui a assuré que la Russie "allait continuer (son) agression

jusqu'à ce que nous acceptions sa demande de capituler".

Mais "l'Ukraine ne s'est pas rendue, ne se rend pas et ne se rendra pas", a-t-il martelé face aux journalistes.

De son côté, M. Lavrov a dit que la Russie voulait poursuivre le dialogue avec l'Ukraine, mais a estimé que le "format russo-ukrainien au Bélarus", à un niveau de représentation inférieur, n'avait "pas d'alternative".

Trois sessions de pourparlers entre négociateurs russes et ukrainiens ont déjà eu lieu au Bélarus, un pays allié de la Russie, depuis le début de l'invasion. Ils ont abouti à plusieurs cessez-le-feu locaux et à l'ouverture de couloirs humanitaires pour évacuer des civils de villes assiégées.

Mais la Russie a été à plusieurs reprises accusée d'avoir violé ces accords.

"Nous ne prévoyons pas d'attaquer d'autres pays, nous n'avons pas attaqué l'Ukraine", a lancé M. Lavrov.

Le chef de la diplomatie turque, qui avait pris place entre les deux ministres des pays belligérants au bout d'une grande table en U, a re-

connu que personne n'attendait de "miracle" avec cette rencontre, mais dit espérer l'organisation d'une rencontre au sommet entre les présidents russe Vladimir Poutine et ukrainien Volodymyr Zelensky.

Parallèlement, les dirigeants français et allemand Emmanuel Macron et Olaf Scholz ont, dans un entretien téléphonique avec M. Poutine, "insisté sur le fait que toute solution à cette crise devait passer par des négociations entre l'Ukraine et la Russie" et exigé "un cessez-le-feu immédiat", selon une source gouvernementale allemande.

Pour l'heure, l'armée russe maintient son siège des grandes villes et une campagne de bombardements, à l'image de celui qui a touché mercredi un hôpital pour enfants à Marioupol, un port stratégique sur la mer d'Azov (sud-est) encerclé par les forces russes depuis neuf jours.

Trois personnes, dont une fillette, y ont péri, a annoncé dans un nouveau bilan jeudi la mairie, qui faisait état la veille de 17 blessés. Une quatrième personne a été tuée dans un raid sur la cité jeudi matin.

"Crime de guerre odieux"

"Crime de guerre odieux" pour l'Union européenne, usage "barbare" de la force contre des civils pour la Maison Blanche, acte "immoral" pour le Premier ministre britannique Boris Johnson : cette attaque a suscité une vague de condamnations internationales.

Selon un membre de l'administration militaire ukrainienne de la région, des femmes étaient en train d'accoucher dans l'hôpital lorsque le bombardement s'est produit.

"Cette maternité a été reprise depuis longtemps par le bataillon Azov et d'autres radicaux et toutes les femmes en couches, toutes les infirmières et tout le personnel de soutien ont été mis à la porte", a affirmé de son côté M. Lavrov.

Au total, depuis le début de l'invasion, 71 enfants ont été tués et plus de 100 blessés en Ukraine, a déclaré mardi sur Telegram Liudmyla Denisova, chargée des droits humains auprès du Parlement ukrainien.

Selon l'état-major ukrainien, les forces russes poursuivent leur "opération offensive" pour encercler Kiev, tout en attaquant sur d'autres fronts les villes d'Izioum, de Petrowske, de Hrouchouvakha, de Soumy, d'Okhtyrka ou dans les régions de Donetsk et de Zaporajie.

Des chars russes sont arrivés jeudi à la lisière nord-est de la capitale, après être déjà parvenus dans ses faubourgs nord et ouest.

Une équipe de l'AFP a vu des colonnes de fumée s'échapper du village de Skybyn, à quelques centaines de mètres du dernier barrage des forces ukrainiennes avant l'entrée de Kiev au nord-est.

En fin de matinée, une pluie de roquettes russes Grad s'est abattue sur le village désert de Velyka Dymerka, à environ cinq kilomètres des limites de la capitale, dont certaines ont atterri à une vingtaine de mètres de l'équipe de l'AFP.

La moitié de la population de l'agglomération de Kiev a fui depuis le début de l'invasion russe il y a deux semaines, a annoncé son maire, Vitali Klitschko, affirmant que, désormais, "un peu moins de deux millions d'habitants" s'y trouvaient.

Des couloirs humanitaires ont de nouveau été ouverts jeudi pour permettre l'évacuation de civils de zones durement frappées par les combats, qui ont obligé les habitants de plusieurs grandes villes à rester parfois des jours

cachés dans des caves.

Un long convoi de bus se dirigeait dans la matinée vers le nord-ouest de Kiev, où les autorités organisent l'évacuation de personnes bloquées à Irpin et Boutcha.

Plus de 60.000 Ukrainiens ont été évacués mercredi des villes assiégées, a déclaré jeudi Volodymyr Zelensky dans une vidéo.

"Assistance militaire"

Mercredi soir, la Chambre des représentants a adopté un nouveau budget fédéral américain, avec une enveloppe de près de 14 milliards de dollars pour la crise ukrainienne, qui doit désormais être voté au Sénat.

Le FMI a également approuvé mercredi une aide d'urgence d'un montant de 1,4 milliard de dollars en faveur de l'Ukraine.

Washington a en revanche définitivement rejeté la proposition de la Pologne de livrer à l'armée américaine ses avions Mig-29 pour qu'ils soient ensuite remis à l'Ukraine, jugeant l'offre de Varsovie "risquée" et susceptible de provoquer une escalade russe.

Depuis le début, les Américains et leurs alliés s'efforcent d'aider l'Ukraine tout en évitant l'implication directe des Etats membres de l'Otan.

De Varsovie, la vice-présidente américaine Kamala Harris a estimé qu'avec cette crise, l'Otan était devenue "plus forte" et la Russie "plus faible".

Le ministère russe de la Défense a de son côté

accusé jeudi les Etats-Unis d'avoir financé un programme d'armes biologiques en Ukraine, affirmant avoir trouvé des preuves en ce sens dans des laboratoires ukrainiens.

En Turquie, M. Lavrov a jugé "dangereuses" les livraisons d'armes par les Occidentaux à l'Ukraine, dénonçant en particulier les livraisons de missiles sol-air portables.

Du côté de l'Union européenne, les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 Etats membres vont se pencher jeudi et vendredi à Versailles, près de Paris, sur les défis économiques et sécuritaires créés par la guerre en Ukraine en Europe.

Après deux semaines de conflit, les sanctions occidentales continuent de pleuvoir sur la Russie, avec notamment le gel au Royaume-Uni des avoirs de sept oligarques russes dont Roman Abramovitch, une décision qui implique la suspension de la vente du club de football de Chelsea.

La liste des entreprises étrangères coupant tout ou partie de leurs liens avec la Russie s'allonge toujours plus. Dernières en date, Sony et Nintendo ont annoncé la suspension de leurs expéditions à destination de la Russie.

Pour y faire face, Moscou a interdit l'exportation de certaines marchandises et équipements précédemment importés dans le pays.

Source : AFP



OM MERCATO : Un milieu du Bayern ouvre la porte à Marseille

Sous les vivats des supporters d'un petit stade près de Khartoum, Salma al-Majidi encourage ses footballeuses: créée il y a moins d'un an, l'équipe nationale féminine du Soudan enchaîne les défaites, mais son existence même est une victoire.

En octobre 2020, Bouna Sarr a fait le choix de quitter la France et l'Olympique de Marseille afin de rebondir en Bundesliga en pleine force de l'âge. L'international sénégalais de 30 s'est engagé avec le Bayern Munich dans l'espoir de passer un cap dans sa carrière. Cependant, les choses ne se passent pas comme il l'espérait. Barré par une rude concurrence au sein de l'effectif bavarois, où il est repositionné au poste de latéral droit, Bouna Sarr doit se contenter d'un faible temps

de jeu en Bavière. Depuis le début de la saison, il n'a disputé que cinq petites rencontres en championnat. De quoi le pousser un peu plus vers la porte de sortie.

Alors qu'il traverse une situation difficile au Bayern, Bouna Sarr va-t-il finalement revenir en Ligue 1 ? Dans un long entretien accordé à Canal +, le récent vainqueur de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) a avoué qu'il reste nostalgique de son passage à l'OM. Il a même ouvert la porte à un éventuel retour à Mar-

seille. « J'aimerais forcément y revenir un jour, je ne sais pas quand, mais ce sera toujours avec plaisir », a-t-il confié, lançant ainsi un appel du pied aux dirigeants marseillais.

BOUNA SARR AFFICHE SON ATTACHEMENT À MARSEILLE

Bouna Sarr aura au total passé cinq saisons à l'OM. Et l'arrière droit polyvalent en garde un souvenir impérissable. « J'y suis resté cinq ans, mine de rien cinq ans c'est énorme dans une carrière. Je pense que c'est là-bas que je me suis accompli en tant que joueur et avant tout en tant qu'homme. Je suis parti avec d'excellents rapports avec les supporters marseillais, et je les aime comme ils m'aiment, je pense », a-t-il ajouté. Le milieu offensif droit du Bayern Munich clame ainsi haut et fort son attachement pour Marseille.

Source : foot-sur7.fr





Bélier (21 mars - 19 avril)

Une personne voudra vous mettre des bâtons dans les roues. Cela créera des situations complexes dans votre activité. Mais cela ne durera pas longtemps puisque vous saurez montrer les crocs et prouver que vous êtes quelqu'un avec qui on devra compter.

Uranus, cette fois-ci aura bonne presse dans votre maison II. Sa présence en Taureau vous amènera à mixer audace et sécurité. Ses bons effets vous porteront chance pour échelonner les échéances, le temps de vous remettre à flot, ce qui ne tardera pas.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Les échanges avec vos collègues apportent des ennuis. Il règne une atmosphère de rivalité. Un poste ambitionné peut révéler les intentions d'un collègue ! Du changement dans votre service sème la pagaille tout en vous donnant une opportunité d'évolution !

Il y a peu de frais et vous décidez de faire des économies. Des résolutions sont prises. Vous différez vos achats. La sagesse vous accompagne dans cette journée. Pour l'instant, vous gardez confiance en l'avenir. Les revenus stables vous rassurent.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Grâce au bon positionnement planétaire de Neptune dans votre signe, vous serez face à une occasion unique de vous mettre en avant, et d'augmenter de manière significative vos responsabilités. Vous disposerez d'un énorme potentiel pour y parvenir.

Pour agrémenter la décoration intérieure de votre habitation, vous ne ferez pas les choses à moitié. En effet, ami Gémeaux, vous pourrez vous rendre chez un antiquaire. Vous aurez du goût et un portefeuille bien garni... Que demande le peuple !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Redéfinir vos objectifs professionnels peut vous aider à retrouver la motivation qui vous manque. Pourquoi ne pas repenser aux projets que vous aviez fuis un temps, ou envisager une possible reconversion ? Le choix est large. Jetez-vous à l'eau !

On dirait qu'autour de vous tout est propice à la dépense, pile-poil au moment où vous êtes obligé de faire attention à l'argent qui sort de votre porte-monnaie. Pour éviter les tentations, et bien malgré vous, vous décidez de ne pas faire de shopping.



Lion (22 juillet - 23 août)

Entreprenant et super positif dans votre secteur X, Uranus vous donnera des ailes et maximisera vos chances de réussite, avec en prime, une popularité au top ! Vous foncerez, bien décidé à vous impliquer dans ce que vous ferez pour vous faire apprécier.

Mercure sera votre coach en matière financière. Il favorisera vos rentrées d'argent, mais pas seulement. Il vous indiquera aussi de façon intuitive des astuces de gestion pour optimiser votre budget et des plans peu coûteux sur certains de vos achats.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Un collègue peut vous demander de le remplacer. Votre chance professionnelle commence par un inattendu. La journée favorise une masse d'activités en tout genre. Heureusement, votre énergie est extraordinaire. Vous êtes capable d'abattre beaucoup de travail !

Essayez de refaire une trésorerie. La prudence continue à s'imposer. Vous avez les pieds sur terre. Exceptés des coups de coeur, vous limitez vos dépenses. Elles concernent la décoration et votre mise en beauté. Après tout, vous désirez vous faire plaisir !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si, dans votre travail, vous êtes en litige, vos adversaires, le mot n'est pas trop fort, pourront chercher à vous mettre en défaut. Ami Balance, un conseil : ce ne sera pas le moment de bâcler vos tâches ! Sinon, vous subirez l'effet boomerang...

À cause de finances moins florissantes que prévu, vous perdrez de votre superbe... Vous subirez la fameuse théorie des dominos ! Moins d'argent, plus de tensions... Tensions dans le couple, tensions au travail, tensions avec tout le monde ! La totale...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous avez joué au bluff avec l'un de vos collègues de bureau, la situation risque de se retourner contre vous. Assumez sans vous voiler la face. Posez cartes sur table en ayant une bonne discussion. On ne peut pas vous en tenir rigueur.

Les astres vous demandent d'être prévoyant avec les dépenses. Vous ne pouvez pas vous permettre de jeter votre argent par les fenêtres. Aujourd'hui, cher natif, vous devez compter votre argent avant de le dépenser, a contrario, toujours les problèmes.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Il y aura une certaine pression, d'autant plus que les contretemps s'accumuleront, mais vous ferez preuve d'inventivité et d'une grande capacité à retomber sur vos pattes. Ce dont vous devrez vous méfier sera de l'attitude peu conciliante de certains.

Les aspects planétaires vous aideront à mettre en avant votre sens de la débrouillardise pour stabiliser vos finances. Une fois vos besoins ciblés, vous mettrez le holà sur des dépenses inutiles, sans pour autant vous interdire une petite folie.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Gagner plus vous attire. Vos compétences sont peu exploitées et cela vous irrite ! Vous multipliez les démarches pour avoir un meilleur salaire. Faites-les en vérifiant les détails. Un piège pourrait se cacher dans une proposition de travail.

Il est essentiel de garder des économies. Les frais sont importants. Vous devez faire attention aux dépenses inutiles. Un coup de coeur reste possible pour des articles de voyage. Comparez tout de même les tarifs ! Ne craquez pas sur le plus cher.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous aurez un nouveau cahier des charges à respecter avec un rôle mieux défini qu'à l'accoutumée à jouer... Ami Verseau, profitez-en pour vous spécialiser. Ami Verseau, votre réussite actuelle parle en votre faveur. C'est le moment où jamais...

Dans le sillage de vos finances, de nouvelles pistes se dessineront. Jupiter vous tirera l'oreille si votre budget s'éparpille aux quatre vents. De son côté, Saturne vous réclamera encore plus d'économies. Elles permettront de dénouer certaines situations.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous brillez par vos bonnes idées, on apprécie votre savoir-faire et vos compétences, malgré cela, vous n'êtes pas suffisamment satisfait, des doutes sont toujours présents. Heureusement, parmi vos collègues vous trouvez du soutien, c'est réconfortant.

Vous comptez sur un remboursement pour renflouer vos finances et rééquilibrer la balance. Ce n'est pas dit que cette somme arrive sur votre compte aujourd'hui, par contre une nouvelle vous donne bon espoir. Ouf ! Vous voilà soulagé.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



Les sanctions anti-français
Ne nous laissons pas manipuler!



1011 **Malikilé**



Liberté provisoire pour Oumar Marika
Que fera le tonitruant homme politique?



1012 **Malikilé**



De Montargis Teli à la rencontre de 'Sira' à djou Anka Wuli Mali V
"Au sud, les gens commencent à partir de Chamoula"



1013 **Malikilé**



Operation Kaktoul
Du renfort pour le front Sud à Sikasso



1014 **Malikilé**



Après les sanctions CEDEAD-UEMOA
Le Mali vers un bras de fer ou un compromis?



1015 **Malikilé**



Sanctions CEDEAD-UEMOA
La riposte du gouvernement



1016 **Malikilé**



Sanctions de la CEDEAD contre le Mali
Une pluie de réactions



1017 **Malikilé**



Cheouk Koffika Maiga
L'Homme de l'Année 2021



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com